

**INSTITUT DE FORMATION
POUR L'AFRIQUE (IFA)**



RAPPORT ANNUEL POUR L'EXERCICE 2025



**FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

Pays hôte contributeur

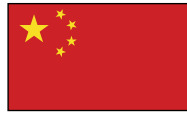


Maurice

Contributeurs-Phase I



Australie



Chine



Corée



Angola



Seychelles



Togo

Contributeurs-Phase II



Chine



Banque européenne d'investissement



Union européenne



Allemagne



Afrique du Sud



Angola



Bénin



Eswatini



Ghana



Kenya



Madagascar



Malawi



Mozambique



Nigéria



Rép. dém. du Congo



Seychelles



Zambie



Zimbabwe

Contributeurs-Phase III



China



Union européenne



Arabie saoudite



Afrique du Sud



Angola



Cabo Verde



Ghana



Kenya



Madagascar



Ouganda



Seychelles



Tanzanie

L'IFA couvre 45 pays :

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
Comores
Congo, République du
Côte d'Ivoire
Érythrée
Eswatini
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
République centrafricaine
Rép. dém. du Congo
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Soudan du Sud
Tanzania
Tchad
Togo
Uganda
Zambie
Zimbabwe

**INSTITUT DE FORMATION
POUR L'AFRIQUE (IFA)**



**RAPPORT
ANNUEL
POUR
L'EXERCICE
2025**



**FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

MESSAGE DU DIRECTEUR



Sukhwinder Singh
Directeur

L'exercice 2025 marque le démarrage de la phase III (exercices 2025-29) des activités de l'Institut de formation pour l'Afrique (IFA). Un nouveau chapitre s'ouvre dans la réalisation de notre mission de renforcement des compétences de hauts fonctionnaires dans la formulation et l'exécution de bonnes politiques macroéconomiques et financières. Cette phase s'appuie sur les réalisations obtenues au cours de plus d'une décennie, présentées lors de la conférence organisée l'année dernière à l'occasion du 10^e anniversaire de l'IFA. Cependant, elle débute dans un contexte marqué par une incertitude mondiale persistante et un durcissement des conditions financières, notamment une diminution des apports d'aide.

Comme l'indique le rapport du FMI sur les perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, ces perspectives étaient en légère amélioration au début de l'exercice 2025, mais la marge de manœuvre reste limitée. De nombreux pays membres sont toujours en butte à un niveau d'endettement élevé, à une forte inflation, à des conditions financières restrictives et à des chocs liés au climat, tout en devant répondre à la nécessité

urgente d'améliorer la gouvernance, de créer des emplois, d'accroître la productivité et d'investir dans les infrastructures. Les priorités de formation de l'IFA sont définies en fonction de ces enjeux macroéconomiques et restent fermement axées sur la viabilité budgétaire, la solidité des cadres macroéconomiques, la stabilité du secteur financier, la gouvernance et la résilience climatique.

Malgré des contraintes de liquidités et une réduction intentionnelle de l'offre de cours virtuels, du fait de la préférence exprimée par les États membres, l'IFA a pu dispenser 29 formations de qualité à 1 008 fonctionnaires issus de 49 pays. Dix-neuf formations ont été assurées en personne, six en format hybride et quatre entièrement à distance. Le programme couvrait de manière équilibrée tous les domaines clés : sept formations ont été dispensées sur les politiques structurelles, cinq sur la politique budgétaire, cinq sur les politiques du secteur financier, quatre sur les politiques monétaire, de change et du compte de capital, et des formations ciblées sur les statistiques macroéconomiques, les enjeux juridiques et l'évaluation des sauvegardes. Ces formations ont été complétées par d'autres activités, notamment des séminaires en ligne, des événements entre pairs et des sessions de sensibilisation, qui ont permis d'engager un dialogue opportun sur les politiques économiques et à l'Institut de toucher un public plus large dans toute la région.

La demande de formations de l'IFA a atteint des niveaux sans précédent au cours de l'exercice 2025, avec en moyenne six candidats pour chaque place disponible (le ratio candidats/participants le plus élevé jamais enregistré). Certaines formations sur la politique budgétaire et l'égalité des sexes ont suscité plus de 400 candidatures. Les formations en personne ont été

particulièrement recherchées, avec un ratio candidats/participants de 7 pour 1, ce qui témoigne de l'importance que les participants continuent d'accorder aux échanges en face à face et aux contacts avec leurs pairs.

La diversité et l'inclusion restent au cœur de notre mission.

Les femmes ont représenté 39 % du nombre total de participants, la part des participants originaires de pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC) a atteint 34 % et 45 % de l'ensemble des participants étaient non anglophones. Des mesures adaptées, comme la traduction des supports de formation, l'interprétation simultanée en français et en portugais, et l'adaptation des modalités de prestation au contexte régional, ont permis d'élargir l'accès aux formations. Les acquis d'apprentissage moyens pour l'ensemble des cours dispensés ont été de 18 %, avec en particulier des résultats élevés pour les femmes (19 %) et pour les participants des pays membres francophones (19 %). L'évaluation exprimée par les participants a été très largement positive, avec une note globale moyenne de 4,7 sur 5.

Au cours de l'exercice 2025, des innovations majeures ont aussi été apportées aux modalités de prestation des formations. Le modèle d'apprentissage hybride a été étendu à six formations, dont le programme phare sur la politique monétaire. Il combine un apprentissage en ligne, que chaque candidat peut suivre à son propre rythme, et des ateliers virtuels intensifs animés par un formateur. Ce modèle permet d'élargir la portée des formations à moindre coût tout en maintenant un niveau élevé d'acquisition des connaissances. Par ailleurs, nous avons organisé des formations davantage axées sur des régions, en partenariat avec les centres régionaux d'assistance technique en Afrique et les institutions nationales. C'est le cas notamment de la formation sur les diagnostics macroéconomiques organisée au Ghana pour les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest, et des sessions de haut niveau d'apprentissage entre pairs consacrées au changement climatique, qui se sont tenues en Ouganda et au Rwanda.

Nous avons pu réaliser nos activités en nous appuyant sur nos partenaires. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a généreusement soutenu des formations hautement prioritaires dans le domaine budgétaire, notamment un programme phare sur les cadres budgétaires destiné aux hauts fonctionnaires d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord. Les collaborations avec la Banque mondiale, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Centre de développement des capacités Chine-FMI et d'autres partenaires de développement ont permis d'enrichir notre programme et de renforcer son incidence. L'IFA a aussi travaillé en étroite collaboration avec les centres régionaux d'assistance technique du FMI pour

assurer la complémentarité entre la formation et l'assistance technique. Je tiens à remercier le Royaume d'Arabie saoudite pour son généreux soutien à l'IFA et au continent africain, dans le cadre d'un nouveau partenariat élargi avec le FMI.

Nous avons continué à investir dans nos infrastructures et avons entamé les préparatifs en vue d'un déménagement dans des locaux plus modernes. Nous avons notamment modernisé les systèmes audiovisuels de nos amphithéâtres, amélioré la qualité de l'air ainsi que les systèmes de participation à distance. Si ces investissements permettent d'améliorer les conditions d'apprentissage, ils ne constituent qu'une solution partielle. Il reste urgent pour l'Institut de déménager dans des locaux modernes afin de garantir l'efficacité des activités, préserver les conditions sanitaires et de sécurité et maintenir sa capacité à répondre à une demande croissante. Au cours de l'exercice 2025, les préparatifs pour ce déménagement ont avancé avec le lancement d'un appel d'offres concurrentiel pour trouver de nouveaux locaux adaptés.

Le programme de travail pour l'exercice 2026 prévoit de porter à 32 le nombre total de formations dispensées, en mettant l'accent sur les formations en personne, complétées par des formations virtuelles et hybrides ciblées. Les domaines prioritaires resteront la politique budgétaire, le développement du secteur financier, le changement climatique et la croissance inclusive, parallèlement à des innovations dans la conception des formations en vue d'optimiser les résultats d'apprentissage et la rentabilité des activités.

Le principal défi pour la phase III consiste à obtenir les financements nécessaires à la poursuite de nos activités. Le besoin de financement extérieur pour la phase III est estimé à 38,9 millions de dollars, ce qui laisse un déficit de financement important de 12,2 millions de dollars. Sans un soutien supplémentaire, le risque existe de devoir réduire les activités alors que la demande est à un niveau sans précédent et que les retombées du développement du capital institutionnel et humain ne pourraient être plus importantes.

Je souhaite exprimer toute ma gratitude envers nos pays membres, le comité d'orientation, nos partenaires de développement et nos collègues du FMI pour leur engagement indéfectible. Votre mobilisation et votre soutien continus sont indispensables pour permettre à l'Institut de formation pour l'Afrique du FMI de demeurer un pilier du renforcement des capacités en Afrique subsaharienne, et d'aider nos pays membres à relever les défis auxquels ils sont confrontés aujourd'hui et à jeter les bases d'une croissance résiliente, inclusive et durable.

SIGLES ET ACRONYMES

AFR	Département Afrique du FMI	IFA	Institut de formation pour l'Afrique
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique en Afrique	JICA	Agence japonaise de coopération internationale
AFRITAC Sud	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique australe	LEG	Département juridique du FMI
BAfD	Banque africaine de développement	MCM	Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI
CO	Comité d'orientation	PFC	Pays fragiles ou touchés par un conflit
CRDC	Centres régionaux de développement des capacités	PIB	Produit intérieur brut
DC	Développement des capacités	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
ECOGOVA	Accord sur l'amélioration de la gouvernance économique en Afrique subsaharienne	SPR	Département de la stratégie, des politiques de l'évaluation du FMI
FAD	Département des finances publiques du FMI	STA	Département des statistiques du FMI
FIN	Département financier du FMI	TES	Tableaux entrées-sorties
FMI	Fonds monétaire international	TRE	Tableaux des ressources et des emplois
ICD	Institut du FMI pour le développement des capacités	UE	Union européenne

TABLE DES MATIÈRES

ii

Message du directeur

iv

Sigles et acronymes

v

Table des matières

1

Vue d'ensemble : principales réalisations au cours de l'exercice 2025 et perspectives pour l'exercice 2026

11

SECTION I

Principales activités au cours de l'exercice 2025

- 12 **A** Contexte régional
- 13 **B** Formations, séminaires et séminaires en ligne au cours de l'exercice 2025
- 26 **C** Autres activités
- 30 **D** Budget et gouvernance

33

SECTION II

Activités programmées durant l'exercice 2026

- 34 **A** Formations proposées durant l'exercice 2026
- 36 **B** Autres activités
- 37 **C** Collaborations et partenariats

39

SECTION III

Exercice 2026, budget et collectes de fonds

- 40 **A** Budget
- 41 **B** Partenariats et collectes de fonds

46

Réunion du comité d'orientation pour l'exercice 2025

ANNEXES

- 50 **Annexe I.**
Cours dispensés durant l'exercice 2025
- 52 **Annexe II.**
Cours dispensés durant l'exercice 2025 : participants par pays
- 54 **Annexe III.**
Activités hors cours, exercice 2025
- 55 **Annexe IV.**
Programme des cours pour l'exercice 2026
- 56 **Annexe V.**
Cours de l'ICD dispensés par l'IFA, exercices 2021-26
- 57 **Annexe VI.**
Personnel de l'IFA

GRAPHIQUES

- 1 **Graphique 1.**
Nombre de cours dispensés (exercices 2014-25)
- 2 **Graphique 2.**
Demande et offre de formations de l'IFA
- 3 **Graphique 3.**
Nombre moyen de candidats par cours
- 3 **Graphique 4.**
Diversité par sexe
- 4 **Graphique 5.**
Diversité par PFC
- 4 **Graphique 6.**
Diversité par langue
- 5 **Graphique 7.**
Acquis d'apprentissage par PFC

- 5 **Graphique 8.**
Acquis d'apprentissage par sexe
- 6 **Graphique 9.**
Acquis d'apprentissage par langue des participants
- 6 **Graphique 10.**
Acquis d'apprentissage par modalité de prestation
- 8 **Graphique 11.**
Résultats de l'enquête – Qualité des formations en personne et efficacité des formations hybrides ou à distance
- 9 **Graphique 12.**
Résultats de l'enquête – Importance des thèmes abordés à l'IFA
- 9 **Graphique 13.**
Résultats de l'enquête – Utilisation des connaissances acquises à l'IFA

INFOGRAPHIE

- 2 **Infographie 1.**
Nombre de cours dispensés (exercices 2014-25) et prévus (exercice 2026)

TABLEAUX

- 7 **Tableau 1 du texte.**
Vue d'ensemble des cours par département (exercices 2023-26)
- 42 **Tableau 1.**
Contributions financières à la phase II de l'IFA, au 30 avril 2025

- 43 **Tableau 2.**
Contributions financières à la phase III de l'IFA, au 30 avril 2025
- 45 **Tableau 3.**
Projections budgétaires de l'IFA au 30 avril 2025

ENCADRÉS

- 7 **Encadré 1.**
Cours de haut niveau pour hauts fonctionnaires (cadres budgétaires)
- 8 **Encadré 2.**
Enquête menée auprès des anciens participants aux formations de l'IFA, des directeurs de formation et des membres du comité d'orientation (CO)
- 18 **Encadré 3.**
Répondre à la demande excédentaire – une approche hybride novatrice : politique monétaire
- 21 **Encadré 4.**
Série de séminaires en ligne sur les questions climatiques
- 21 **Encadré 5.**
Événements entre pairs sur le changement climatique en Ouganda et au Rwanda
- 24 **Encadré 6.**
Collaboration IFA-METAC-SARTTAC sur l'autonomie économique des femmes

VUE D'ENSEMBLE : PRINCIPALES RÉALISATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2025 ET PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2026

L'exercice 2025 a inauguré la phase III (exercices 2025-29) des activités de l'Institut de formation pour l'Afrique (IFA). L'objectif principal de l'IFA est de renforcer les compétences de hauts fonctionnaires dans la formulation et l'exécution de bonnes politiques macroéconomiques et financières au moyen de formations pratiques et focalisées sur l'action des pouvoirs publics. Au cours de l'exercice 2025, l'IFA a dispensé 29 formations à 1 008 fonctionnaires issus de 49 pays (graphique 1). La diminution du nombre de formations par rapport aux trois années

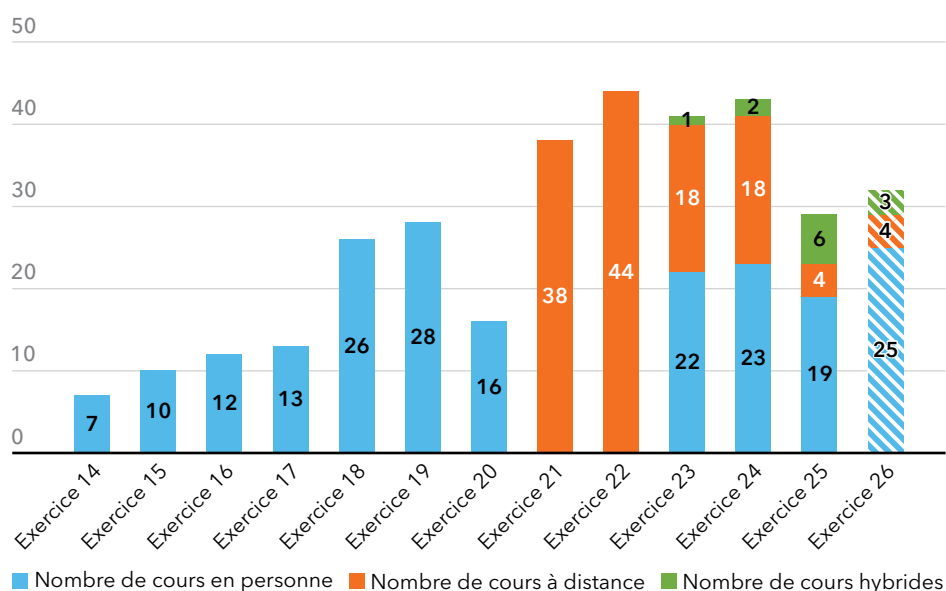
précédentes tient principalement à des contraintes de liquidité et à une baisse du nombre de cours dispensés à distance, du fait de la préférence exprimée par les pays membres en faveur des formations en personne.

Le catalogue des formations dispensées par l'IFA s'attache à répondre aux besoins de ses pays membres et aux priorités qu'ils ont définies avec le département des finances publiques du FMI. L'IFA a dispensé sept formations sur les politiques structurelles, cinq sur la politique budgétaire, cinq sur

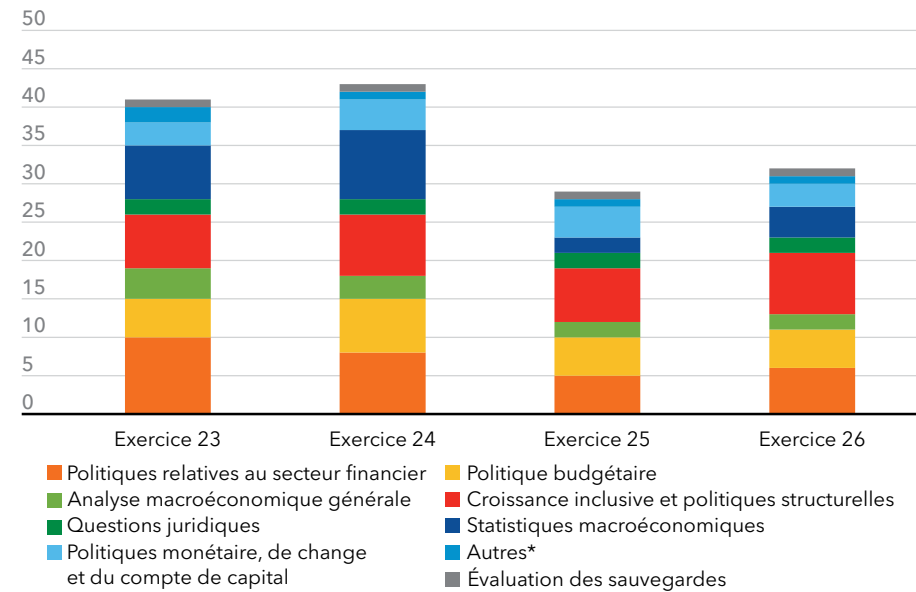
les politiques du secteur financier, quatre sur les politiques monétaire, de change et du compte de capital, deux sur l'analyse macroéconomique générale, deux sur les statistiques macroéconomiques, deux sur les enjeux juridiques et une sur l'évaluation des sauvegardes des banques centrales (infographie 1). Cette offre correspond aux besoins exprimés par d'anciens bénéficiaires de l'IFA en réponse à une enquête effectuée au terme d'une formation (encadré 2) : 80 % des personnes interrogées y ont indiqué que les domaines de formation les plus importants à leurs yeux avaient trait à l'analyse macroéconomique générale, qu'il s'agisse de politiques structurelles, de statistiques macroéconomiques, de politique budgétaire ou de politiques du secteur financier.

L'ensemble des formations dispensées par l'IFA présentent des ratios candidats/participants élevés. Au cours de l'exercice 2025, l'IFA a connu le ratio candidats/participant le plus élevé de son histoire, à savoir 6 candidats pour 1 participant en moyenne (graphique 2). Ces ratios sont plus élevés dans le cas des formations en personne (7,1) que pour les formations à distance (3,6), ce qui montre que les participants préfèrent très

GRAPHIQUE 1. NOMBRE DE COURS DISPENSÉS (EXERCICES 2014-25)



INFOGRAPHIE 1. NOMBRE DE COURS DISPENSÉS (EXERCICES 2014-25) ET PRÉVUS (EXERCICE 2026)

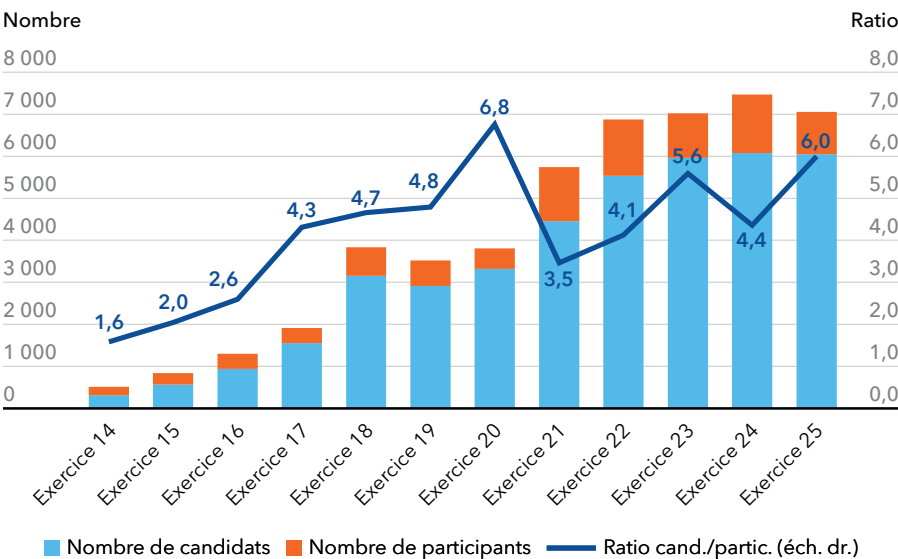


	Ex. 23	Ex. 24	Ex. 25	Ex. 26
ICD	19	20	16	16
MCM	6	6	4	5
STA	8	9	3	4
FAD	3	3	2	2
LEG	2	2	1	2
AFR	1	1	1	1
FIN	1	1	1	1
SPR	1	1	1	1
Total	41	43	29	32

Source : services de l'IFA.

Note : AFR : département Afrique; FAD : département des finances publiques; FIN : département financier; ICD : Institut pour le développement des capacités; MCM : département des marchés monétaires et de capitaux; SPR : département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation; STA : département des statistiques.

GRAPHIQUE 2. DEMANDE ET OFFRE DE FORMATIONS DE L'IFA

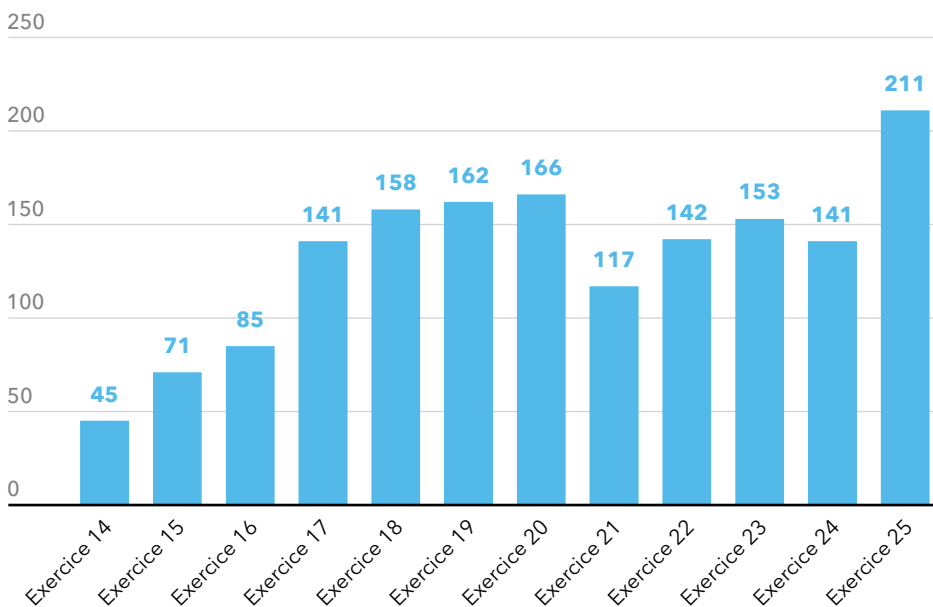


Source : services de l'IFA.

nettement les modalités d'apprentissage en personne. Le nombre moyen de candidatures par offre de formation a considérablement augmenté au cours de l'exercice 2025 pour s'établir à 211, Graphique 3 et à plus de 400 s'agissant des formations consacrées aux questions budgétaires et d'égalité des sexes. Les ratios candidats/participants élevés sont une preuve de la qualité des formations dispensées par l'IFA – dont témoignent également les réponses aux enquêtes effectuées à l'issue des formations – et du rôle central joué par l'IFA pour la formation macroéconomique appliquée en Afrique subsaharienne. Son enveloppe de financement étant réduite, l'IFA s'est attachée à dispenser 19 formations en personne et 6 formations hybrides au cours de l'exercice 2025, les États membres affichant une préférence marquée pour les cours en personne, et a réduit l'offre de formations à distance. Cette diminution se traduit par une baisse du nombre total de formations dispensées, ramené de 43 au cours de l'exercice 2024 à 29 au cours de l'exercice 2025, contre 33 formations initialement prévues durant l'exercice 2025, en raison de la conjonction de divers facteurs. En effet, un cours a été regroupé avec d'autres centres régionaux d'assistance technique en Afrique, un cours a été dispensé à distance dans une version abrégée, un autre a été reporté à l'exercice 2026, et un autre encore n'a finalement pas été assuré.

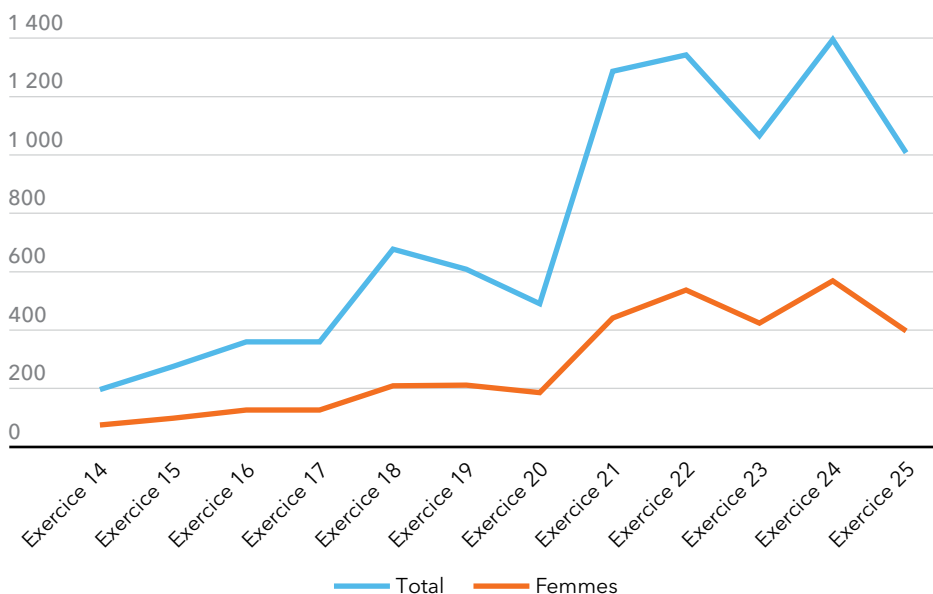
Les formations dispensées par l'IFA restent inclusives à plusieurs égards (graphiques 4-6). Les femmes représentent 37 % du nombre total de participants. La part des participants originaires de pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC) atteint 34 %. La part des participants non anglophones atteint 47 % pour l'exercice 2025. L'IFA continuera de s'attacher à accroître la diversité des participants à ses activités. Pour cela, il fera notamment traduire les supports de formation, fournira un service d'interprétation

GRAPHIQUE 3. NOMBRE MOYEN DE CANDIDATS PAR COURS



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 4. DIVERSITÉ PAR SEXE



Source : services de l'IFA.

simultanée de ses cours vers le français et le portugais, adaptera ses supports au contexte des PFC, et veillera à ce que ses objectifs en matière d'égalité des sexes, de langue et de diversification pour les PFC soient pris en compte dans les choix de cours.

Les acquis d'apprentissage et les notes globales obtenues lors des évaluations de fin de formation et post-formation témoignent de la forte valeur ajoutée

pour les fonctionnaires qui suivent les cours de l'IFA (graphiques 7-10).

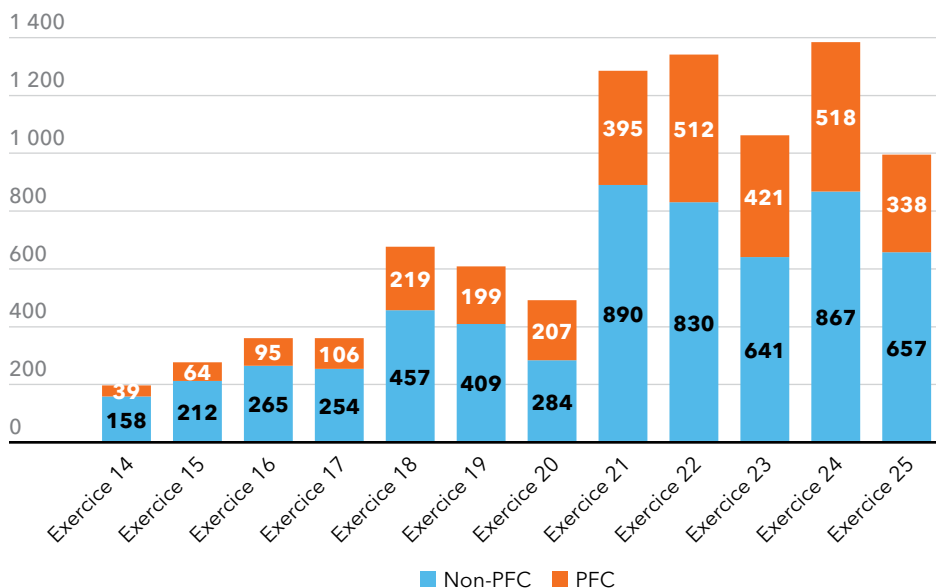
Les acquis d'apprentissage moyens pour l'ensemble des cours dispensés pendant l'exercice 2025 étaient de 18 %, avec des résultats plus élevés pour les femmes (19 %), et pour les participants des pays membres francophones (19 %) par rapport à ceux des pays membres anglophones (17 %) et lusophones (14 %). Les acquis d'apprentissage moyens pour les cours à

distance étaient de 14 %, ce qui est peut-être dû aux interactions réduites que permet ce format, de 20 % pour les cours hybrides (qui associent des modules à distance et en personne, en autonomie et avec l'intervention de formateurs), et de 18 % pour les cours en personne. Les acquis d'apprentissage qui se dégagent des tests effectués pendant les cours ne constituent qu'un élément de mesure des résultats. L'enseignement en personne génère d'importants acquis grâce à l'apprentissage par les pairs et à la constitution de réseaux, éléments qu'il est difficile de traduire par un indicateur quantitatif. La note globale, une mesure de la qualité des cours, s'élève en moyenne à 4,7 sur 5 pour l'ensemble des formations, ce qui indique un taux de satisfaction très élevé. Les cours à distance ont reçu une note légèrement inférieure de 4,5, tandis que les cours hybrides ou en personne ont reçu une note de 4,7, ce qui témoigne du vif intérêt des pays membres pour les cours en personne. Dans les questionnaires remis aux participants à l'issue des cours, 80 % des personnes interrogées ont jugé excellente la qualité des formations en personne ou à distance de l'IFA, et plus de 80 % d'entre elles prévoient d'appliquer les connaissances acquises à l'IFA pour analyser les conditions économiques et financières de leur pays ou de leur région.

L'IFA continue de tester de nouvelles modalités d'organisation des formations afin d'améliorer les acquis et l'expérience d'apprentissage et de réduire les coûts¹. Une possibilité consiste à proposer davantage de formations hybrides, dans le cadre desquelles les participants se

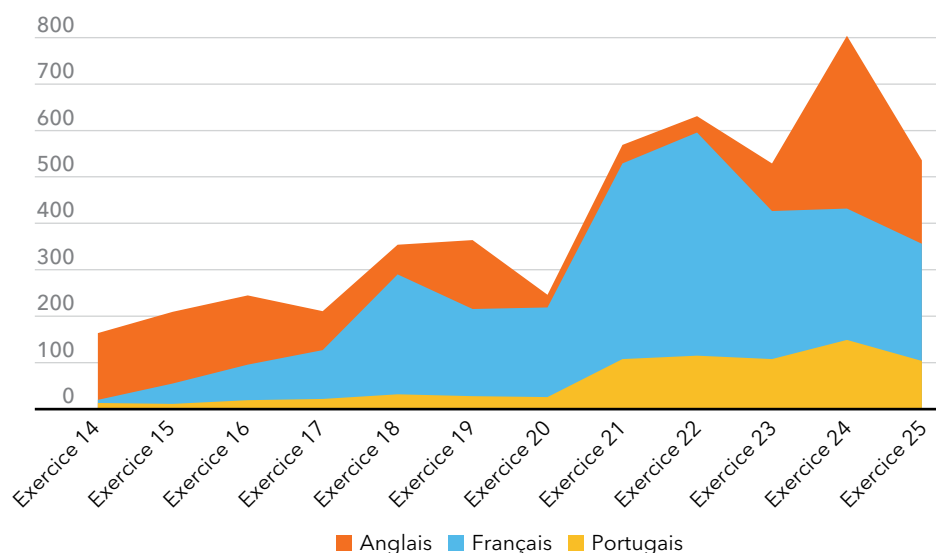
¹ 30 000 fonctionnaires de pays d'Afrique subsaharienne ont participé activement aux cours en ligne du FMI durant les exercices 2014-24. Les formations en ligne du FMI sont un mode de développement des capacités à la fois accessible et fiable, et visent également à satisfaire la demande non satisfaite.

GRAPHIQUE 5. DIVERSITÉ PAR PFC



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 6. DIVERSITÉ PAR LANGUE



Source : services de l'IFA.

préparent à distance et à leur propre rythme, avant de suivre un module de formation en personne. L'IFA a dispensé sa première formation hybride, sur le développement financier et l'inclusion financière, au cours de l'exercice 2023. L'IFA a accru le nombre de formations hybrides et dispensé six formations de ce type au cours de l'exercice 2025 (encadré 2).

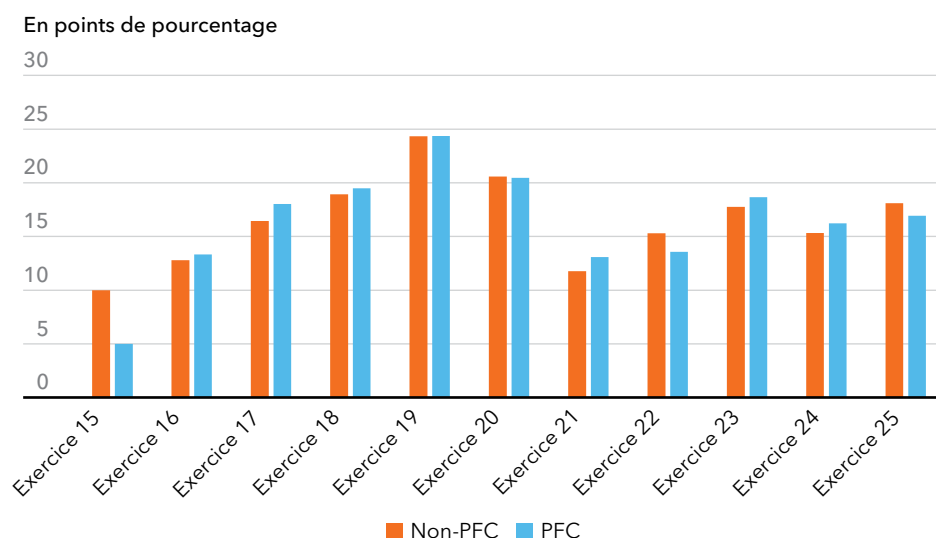
L'IFA a également régionalisé certaines formations et utilisé la méthode par cohorte pour la

progression des cours. Comme l'a prévu son comité d'orientation, l'IFA a continué de régionaliser certaines formations, par exemple en dispensant un cours sur les diagnostics macroéconomiques au Ghana pour les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest, en partenariat avec l'AFRITAC Ouest 2. Les centres de formation régionaux du FMI dans le monde ont testé la méthode de formation par cohorte, qui offre une expérience plus complète et encourage un apprentissage collaboratif et continu en permettant à un

groupe de fonctionnaires de suivre ensemble une série de cours sur une même thématique. L'IFA a lui aussi employé cette méthode : au cours de l'exercice 2025, un groupe de fonctionnaires ayant suivi le cours sur les aspects macroéconomiques du changement climatique a également participé à un atelier sur l'intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques. Le comité d'orientation de l'IFA, les participants aux cours et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ayant demandé que davantage de formations soient organisées pour de hauts fonctionnaires, l'IFA a également dispensé en janvier 2025 un cours de haut niveau pour de hauts fonctionnaires sur les cadres budgétaires (encadré 1). L'IFA reçoit des demandes de cours pour des fonctionnaires d'un seul pays, mais les coûts d'une telle modalité sont prohibitifs.

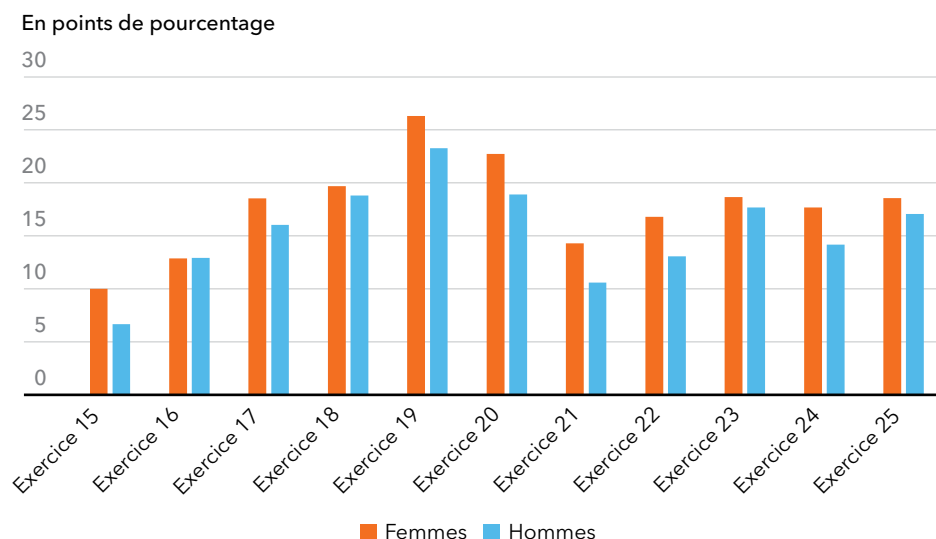
La collaboration avec les partenaires pour le développement, les organisations internationales et régionales et les pays membres demeure un élément central du programme de formations de l'IFA et la stratégie du FMI en matière de développement des capacités. Au cours de l'exercice 2025, l'IFA a dispensé un cours en français sur la viabilité de la dette en collaboration avec la Banque mondiale, un cours sur la surveillance macroéconomique en collaboration avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), et trois cours sur la politique budgétaire ayant bénéficié du généreux soutien de la JICA. L'IFA a organisé avec la Banque centrale ougandaise un événement d'apprentissage entre pairs sur la modélisation du changement climatique aux fins de la politique monétaire, qui a réuni 80 participants. L'IFA a également organisé, de concert avec la Banque nationale du Rwanda, un événement d'apprentissage entre pairs intitulé « Le changement climatique à l'intersection des activités des banques centrales et des banques

GRAPHIQUE 7. ACQUIS D'APPRENTISSAGE PAR PFC



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 8. ACQUIS D'APPRENTISSAGE PAR SEXE



Source : services de l'IFA.

commerciales : le rôle de la loi », auquel ont participé 30 personnes. Le cours *Développement financier et inclusion financière* dispensé pendant l'exercice 2025 a bénéficié de l'aide généreuse du Centre de développement des capacités Chine-FMI.

L'IFA a organisé plusieurs formations en étroite collaboration avec le centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe (AFRITAC Sud). À l'occasion du cours sur les aspects macroéconomiques du changement climatique dispensé en juin 2024,

un conseiller du département des finances publiques du FMI auprès de l'AFRITAC Sud a été invité à donner une conférence sur le thème de l'intégration de la gestion financière verte. Lors du cours sur l'analyse de la politique budgétaire dispensé en juillet 2024, un conseiller spécialiste du secteur des finances publiques détaché par le département des finances publiques du FMI auprès de l'AFRITAC Sud a été invité à intervenir en qualité de conférencier sur le thème de la politique budgétaire et du changement climatique.

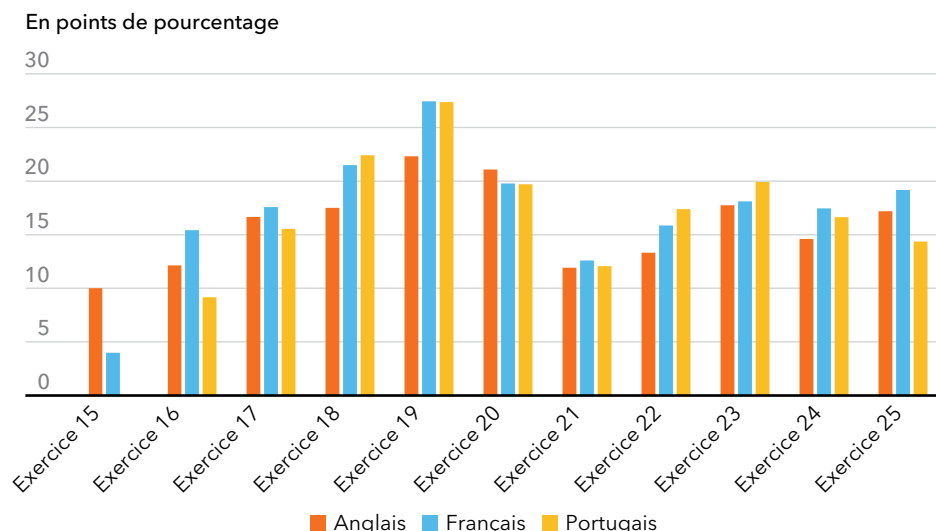
À l'occasion du cours sur la viabilité budgétaire, un conseiller juridique régional du département juridique du FMI, spécialiste de la gestion de la dette, a été invité à donner une conférence sur les perspectives juridiques en matière de gestion de la dette, et le conseiller résident envoyé par le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI auprès des AFRITAC Sud et Est a fait valoir un point de vue pratique sur le développement des capacités en matière de gestion de la dette.

L'IFA a procédé à des rénovations indispensables de ses locaux pour améliorer les conditions d'enseignement et d'apprentissage. Au cours de l'exercice 2025, l'IFA a mis à niveau les équipements audiovisuels de ses deux salles de conférences. Cette mise à niveau permet également l'interprétation simultanée dans deux salles consacrées aux ateliers, et donne aux participants et aux conférenciers la possibilité d'intervenir à distance.

La majorité des équipements audiovisuels mis à niveau pourront être transférés dans les nouveaux locaux. Un nouveau système de ventilation a été installé pour améliorer la qualité de l'air dans les salles de conférence et dans les salles consacrées aux ateliers. Malgré ces récentes mises à niveau, la piètre qualité du bâtiment pose des risques opérationnels, financiers, sanitaires et pour la réputation de l'IFA. Si la remise à niveau des équipements informatiques a amélioré les conditions d'apprentissage à l'IFA, il est essentiel de remédier aux graves défauts que présente le bâtiment et de hâter le déménagement de l'institut dans de nouveaux locaux.

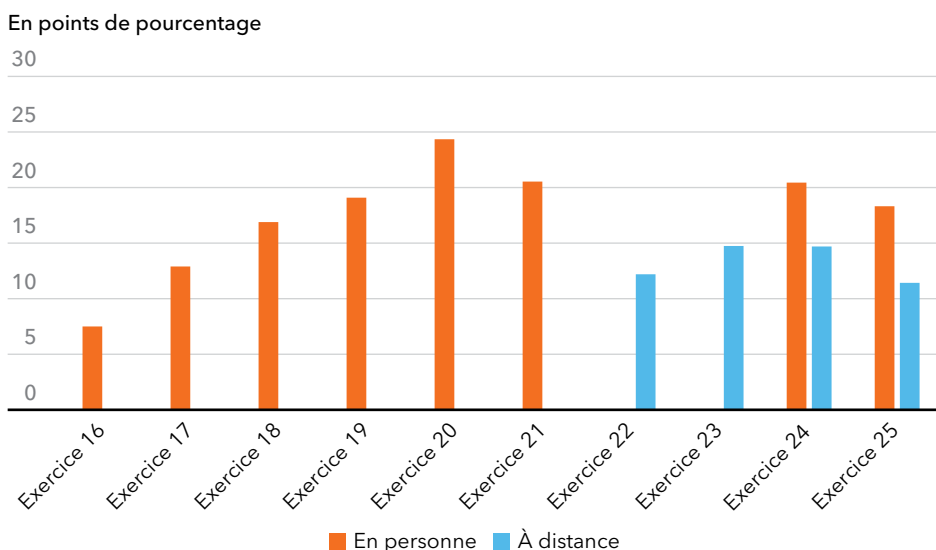
La formulation du plan de travail pour l'exercice 2026 a tenu compte de considérations majeures, telles que les domaines prioritaires, la demande non satisfaite, la progression des cours et les synergies potentielles avec l'assistance technique, la surveillance et les programmes

GRAPHIQUE 9. ACQUIS D'APPRENTISSAGE PAR LANGUE DES PARTICIPANTS



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 10. ACQUIS D'APPRENTISSAGE PAR MODALITÉ DE PRESTATION



Source : services de l'IFA.

du FMI dans la région. Des enjeux tels que la politique budgétaire, les politiques du secteur financier, le climat et la croissance inclusive continueront à représenter l'essentiel du plan de travail de l'exercice 2026. Compte tenu des préférences marquées des pays membres, les formations en personne seront la modalité de prestation privilégiée pour l'exercice 2026, en dépit de moyens financiers limités. Le plan de travail prévoit une augmentation du nombre total de cours à 32 (3 de plus qu'au cours de l'exercice 2025),

dont 25 cours en personne, 4 cours à distance et 3 cours au format hybride.

Comme les années précédentes, l'Institut pour le développement des capacités, le département des statistiques et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI seront responsables de l'essentiel des formations de l'exercice 2026.

La moitié des cours de l'exercice 2026 seront dispensées par l'Institut pour le développement des capacités (ICD), ce qui correspond à la proportion observée jusqu'à présent. Par le passé,

le département des statistiques a généralement pris en charge la part la plus importante des cours financés par des sources hors IFA, en premier lieu par d'autres véhicules multido- nateurs, comme le fonds « Données pour décider » (tableau 1 du texte).

L'IFA poursuit ses initiatives de collaboration pour l'exercice 2026.

Les collaborations en cours avec d'autres centres régionaux de développement des capacités du FMI, ainsi que des partenaires pour le développement et des organisations au niveau international, se poursuivront pendant l'exercice 2026, ce qui est d'autant plus pertinent au vu des difficultés que présente le paysage financier. Dans le cadre de son partenariat avec le FMI, la JICA a accepté de prendre en charge les thèmes du changement climatique et de l'égalité des sexes. En collaboration avec la Banque mondiale, l'IFA et le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI dispenseront pour la sixième année le cours consacré aux cadres de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu. Au cours de l'exercice 2026, l'IFA et le département des statistiques du FMI, en collaboration avec la Banque africaine de développement, dispenseront pour la troisième année le cours sur les plateformes de données ouvertes. De plus, comme il le fait depuis huit ans, l'IFA prêter son concours aux travaux de surveillance économique de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), en contribuant à des formations sur la vérification par les pairs au bénéfice du secrétariat de la SADC. En outre, l'IFA coopérera étroitement avec des centres régionaux d'assistance technique en Afrique pour offrir des ateliers et des cours dans les pays de la région. Les collaborations ciblées avec ONU Femmes et d'autres institutions internationales, comme la Banque africaine de développement, se poursuivront pendant l'exercice 2026.

ENCADRÉ 1. COURS DE HAUT NIVEAU POUR HAUTS FONCTIONNAIRES (CADRES BUDGÉTAIRES)

L'IFA a proposé pour la première fois un cours destiné aux hauts fonctionnaires afin d'améliorer les résultats de ses formations en ciblant les décideurs de haut niveau. Ce cours a été généreusement financé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Trente fonctionnaires, dont 33 % de femmes, venant de 23 pays d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord (Égypte, Mauritanie et Maroc) y ont participé. Six pays fragiles ou touchés par un conflit étaient représentés.

La durée de ce cours (quatre jours) et son contenu (moins axé sur les outils) ont été déterminés en consultation avec la JICA et visait à couvrir les principaux thèmes du cours en tenant compte du temps limité dont disposaient les hauts fonctionnaires. Ce programme accéléré a pris la forme de 10 conférences et trois séances de discussions/études de cas nationales. Du temps était consacré à des débats ouverts, et une synthèse des points essentiels était réalisée à la fin de chaque journée.

Les participants se sont réjouis d'avoir la possibilité de débattre avec leurs pairs et de tirer les enseignements de leur expérience. Ils ont présenté quelques études de cas nationales extrêmement pertinentes et indiqué que cette formation sera particulièrement utile pour améliorer leurs conseils de politique économique sur l'utilisation des règles budgétaires, l'analyse des risques budgétaires et les cadres budgétaires à moyen terme.

Source : services de l'IFA.

Note : JICA : Agence japonaise de coopération internationale.



Cours : Cadres budgétaires (27-30 juin 2025)

TABLEAU 1 DU TEXTE. VUE D'ENSEMBLE DES COURS PAR DÉPARTEMENT (EXERCICES 2023-26)

Département				Ex. 2026 (prévus)			
	Ex. 2023	Ex. 2024	Ex. 2025	Ex. 2026 (total)	En format hybride	En personne	À distance
AFR	1	1	1	1		1	
FAD	3	3	2	2		1	1
FIN	1	1	1	1		1	
ICD	19	20	16	16	3	12	1
LEG	2	2	2	2		2	
MCM	6	6	4	5		3	1
SPR	1	1	1	1		1	
STA	8	9	3	4		3	1
Total	41	43	29	32	3	25	4

Source : services de l'IFA.

ENCADRÉ 2. ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES ANCIENS PARTICIPANTS AUX FORMATIONS DE L'IFA, DES DIRECTEURS DE FORMATION ET DES MEMBRES DU COMITÉ D'ORIENTATION (CO)

En septembre 2024, l'Institut de formation pour l'Afrique a effectué une enquête auprès de 4 397 fonctionnaires ayant suivi ses formations au cours de la phase II (2019-24), de représentants des directeurs de formation et de membres du CO, afin de recueillir leurs avis et observations sur ses activités et sur l'efficacité et la pertinence de ses formations. Sur les quelque 1 100 personnes ayant donné suite à l'enquête, on note une forte participation des anciens bénéficiaires des formations. Les principaux résultats de cette enquête sont résumés ci-après :

- Les participants ont attribué une note très largement positive à la qualité des formations de l'IFA, qu'elles soient dispensées à distance, sous format hybride ou en personne. Plus de 64 % des

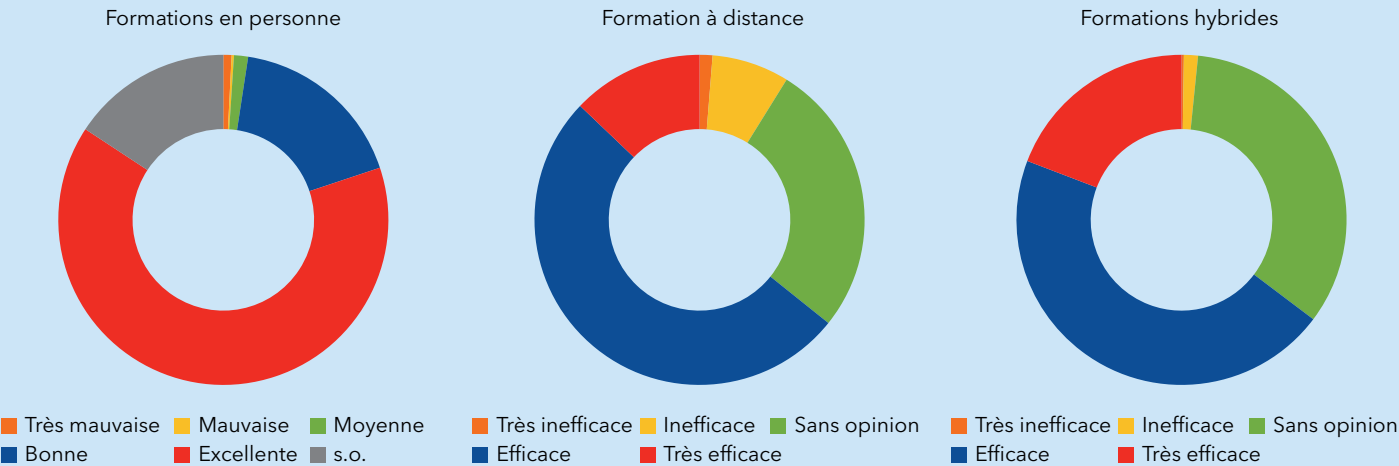
répondants ont estimé que les modalités de prestation virtuelle et hybride étaient efficaces ou très efficaces (graphique 11).

- Les participants ont indiqué que la macroéconomie générale, les statistiques macroéconomiques, les politiques du secteur financier, les politiques budgétaires et la politique monétaire figuraient parmi les sujets de formation les plus pertinents, ce qui correspond aux thèmes abordés à l'IFA (graphique 12).
- Près de 90 % des répondants ont également estimé que les formations étaient conformes ou très conformes aux activités du FMI en matière d'assistance technique, de surveillance ou de dialogue dans le cadre des programmes, ce qui confirme l'intégration étroite

des formations de l'IFA dans le mandat du FMI au sens large.

- Les participants aux formations ont également signalé qu'ils étaient largement en mesure de mettre à profit les connaissances acquises à l'IFA dans l'exercice de leurs fonctions, par l'utilisation de nouveaux outils, en effectuant des analyses économiques, en concevant des politiques ou en améliorant leur dialogue avec le FMI (graphique 13). Les directeurs chargés des formations ont souligné que les cours de l'IFA avaient fortement contribué (62 %) à accroître les connaissances et l'efficacité des participants, notamment par le partage des connaissances et l'établissement de relations à long terme avec d'autres institutions de la région.

GRAPHIQUE 11. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE – QUALITÉ DES FORMATIONS EN PERSONNE ET EFFICACITÉ DES FORMATIONS HYBRIDES OU À DISTANCE

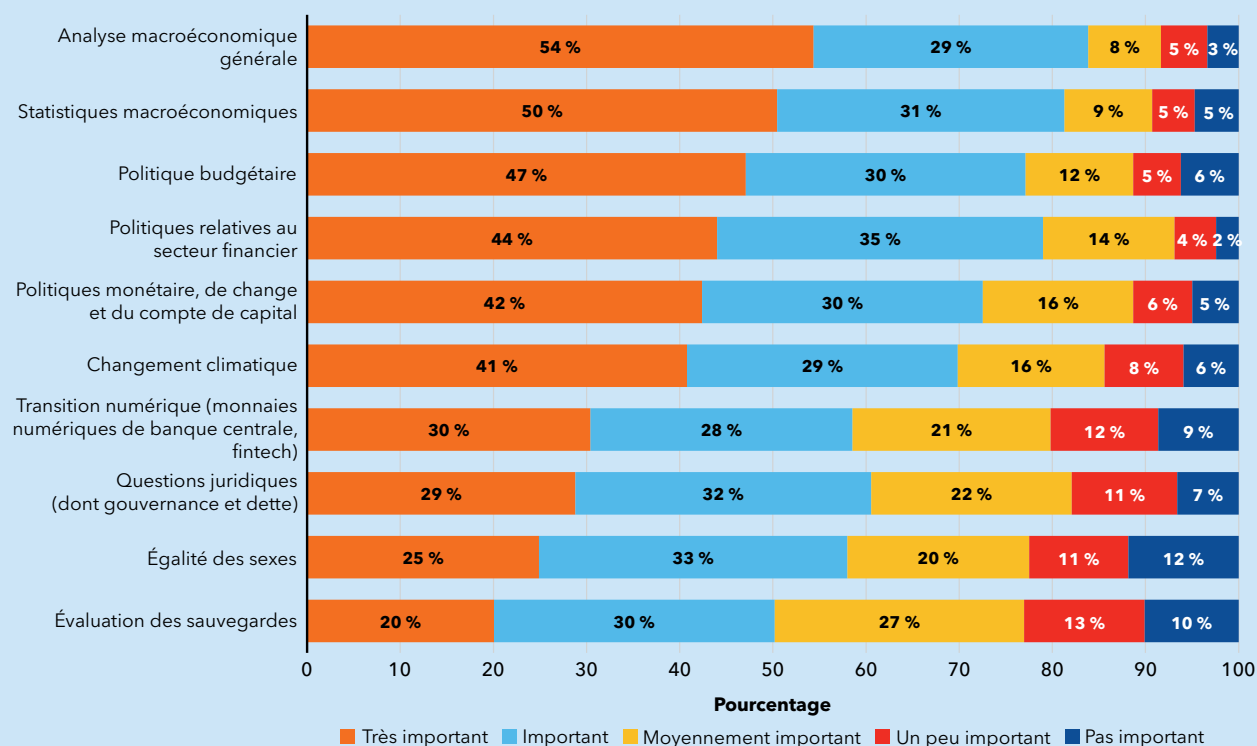


Source : services de l'IFA.

Note : s.o. : sans objet.

ENCADRÉ 2. (SUITE) ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DES ANCIENS PARTICIPANTS AUX FORMATIONS DE L'IFA, DES DIRECTEURS DE FORMATION ET DES MEMBRES DU COMITÉ D'ORIENTATION (CO)

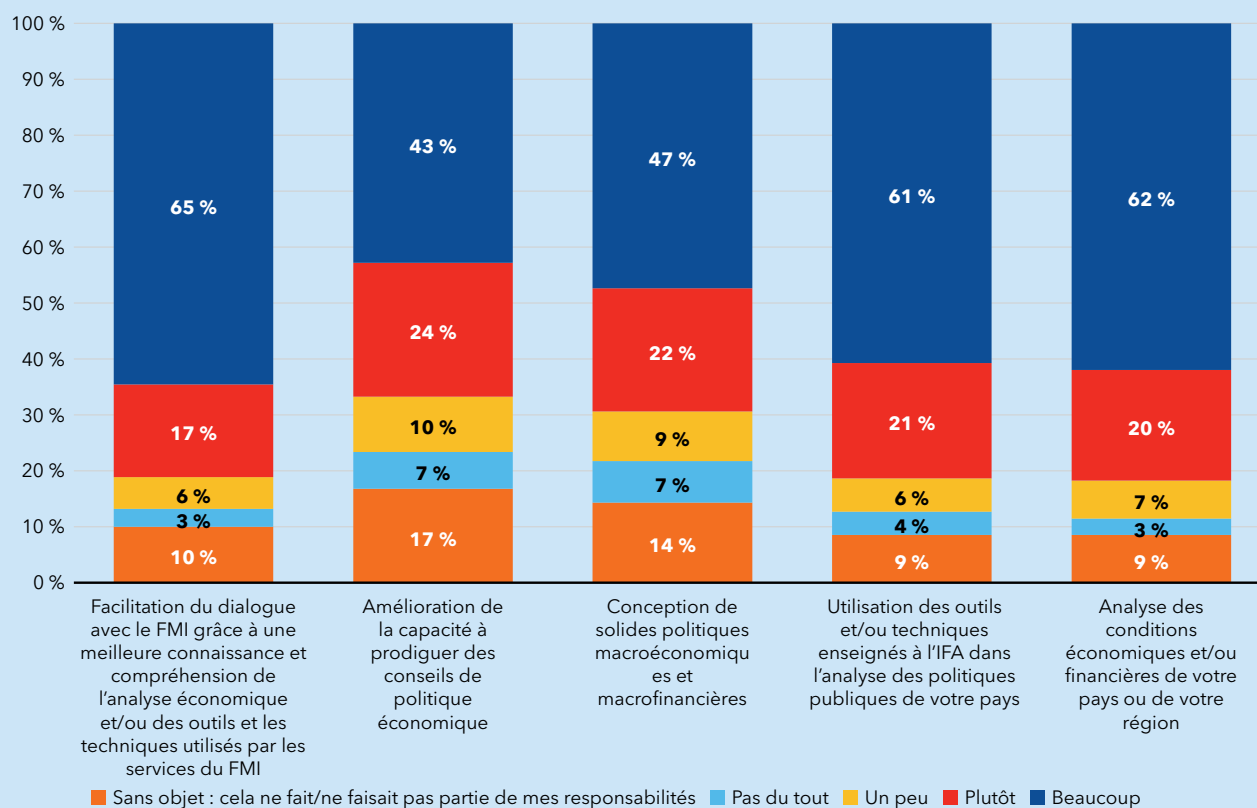
GRAPHIQUE 12. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE – IMPORTANCE DES THÈMES ABORDÉS À L'IFA



Source : services de l'IFA.

Note : s.o. : sans objet.

GRAPHIQUE 13. RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE – UTILISATION DES CONNAISSANCES ACQUISES À L'IFA



Source : services de l'IFA.

SECTION I

PRINCIPALES ACTIVITÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2025

A

CONTEXTE RÉGIONAL

Au début de l'exercice 2025, les perspectives régionales étaient en voie d'amélioration, mais une vague d'incertitude politique au niveau mondial a freiné la croissance économique. Au début de l'exercice 2025 et de la phase III de l'Institut, de nombreux pays membres sortaient de plusieurs années de chocs multiples, et leurs politiques publiques commençaient à faire sentir leurs effets. Le soudain bouleversement des priorités mondiales a assombri ce tableau, et les perspectives de croissance de l'Afrique subsaharienne pour 2025 et 2026 ont été revues à la baisse dans l'édition des *Perspectives économiques régionales* du printemps 2025. De nombreux pays sont toujours en butte à des niveaux d'endettement et à des coûts d'emprunt élevés, ainsi

qu'à des risques d'inflation et de stabilité financière. Certains pays ont retrouvé l'accès aux marchés, mais les problèmes de financement restent importants, et il est probable que l'aide publique au développement continue de reculer. Les principales difficultés concernent la multiplication des facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement, les tensions géopolitiques, les besoins importants en matière de développement et le mécontentement social causé par une insuffisante création d'emplois et des problèmes de niveau de vie, sur fond de fragmentation géoéconomique, d'instabilité politique et de chocs liés au climat.

Principaux relais de croissance. La création d'emplois, l'amélioration de la productivité et la transformation structurelle visant à réduire la dépendance

vis-à-vis des ressources demeurent des facteurs essentiels pour stimuler la croissance dans la région. En outre, l'amélioration de la gouvernance et des infrastructures est cruciale pour parvenir à un développement durable. Les activités menées par l'Institut au cours de l'exercice 2025 ont abordé des sujets importants en rapport avec le contexte macroéconomique actuel. Pour surmonter les difficultés de la région et y promouvoir la croissance à long terme, il est essentiel de renforcer les capacités dans des domaines tels que les cadres macroéconomiques, la gestion des finances publiques et l'administration des recettes, la gestion de la dette, le développement du secteur financier et l'intégration économique régionale.

FORMATIONS, SÉMINAIRES ET SÉMINAIRES EN LIGNE AU COURS DE L'EXERCICE 2025

ANALYSE MACROÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Le renforcement des capacités en matière d'analyse macroéconomique de base est au cœur des activités de l'Institut. L'Institut de formation pour l'Afrique a dispensé un cours sur la programmation et les politiques financières (FPP), un cours sur les diagnostics macroéconomiques et un cours plus avancé sur les prévisions immédiates, grâce auxquels les participants ont acquis les compétences

nécessaires pour interpréter les évolutions macroéconomiques à l'aide de diverses techniques, ce qui leur a permis d'appliquer cette analyse à la formulation des politiques et à la prévision. Un séminaire en ligne sur les implications de la montée des conflits en Afrique subsaharienne est venu compléter cette offre de formation.

L'IFA a renforcé ses collaborations avec d'autres départements et centres régionaux de développement des

capacités (CRDC) du FMI et avec d'autres organisations régionales sur les thèmes macroéconomiques.

L'IFA et le département Afrique du FMI ont organisé un séminaire en ligne consacré aux implications de la multiplication des conflits en Afrique subsaharienne et aux répercussions sur les pays voisins. Ce séminaire, animé par le directeur de l'IFA et alimenté par les études du département Afrique sur les facteurs et les canaux de contagion des conflits,



Cours : Programmation et politiques financières (3-14 juin 2024)


AFRICAN DEPARTMENT


ATI



ATI WEBINAR SERIES
Macroeconomic Spillover Effects of Conflict in Sub-Saharan Africa
 MONDAY, SEPTEMBER 23, 2024 | 03:00 PM (MAURITIUS TIME)

Moderator



Sukhwinder Singh
Director
Africa Training Institute
International Monetary Fund

Presenters



Markus Karl Friedrich Specht
Research Analyst
African Department
International Monetary Fund



Rasmane Ouedraogo
Senior Economist
African Department
International Monetary Fund

Séminaire en ligne : Retombées macroéconomiques des conflits en Afrique subsaharienne (23 septembre 2024)



Cours : Diagnostics macroéconomiques (collaboration IFA-AFRITAC Ouest 2) (12-23 août 2024)

a réuni 150 participants et enclenché un important dialogue sur l'insécurité croissante dans de nombreux pays. De concert avec l'AFRITAC Ouest 2, l'IFA a dispensé un cours sur les diagnostics macroéconomiques au Ghana,

à Accra; l'Institut a également organisé avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Comité des gouverneurs des banques centrales (CCBG) l'atelier annuel de remise à niveau sur la surveillance

macroéconomique en Afrique du Sud, à Johannesburg. Cet atelier a été conçu sur mesure pour répondre aux besoins de ces partenaires, et a inclus une version abrégée du cours sur la programmation et les politiques



Cours : Remise à niveau sur la surveillance macroéconomique pour la SADC (18-22 novembre 2024)

financières. Ces initiatives ont contribué à l'échange de connaissances, renforcé les liens avec ces organisations régionales, et tiré le meilleur parti possible des ressources de l'IFA.

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

L'IFA a organisé plusieurs cours qui ont fourni aux fonctionnaires les outils et les cadres d'analyse qui leur permettront de mieux appréhender les enjeux macrobudgétaires. Les cours relatifs aux finances publiques sont particulièrement pertinents dans un contexte où l'endettement est élevé, la marge de manœuvre budgétaire limitée et le financement rare, sachant que certains pays de la région présentent les ratios recettes/PIB les plus bas au monde. Pour rétablir la stabilité macroéconomique, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne doivent accorder la priorité à un ensemble de mesures combinant la mobilisation des recettes intérieures, la rationalisation des dépenses, la poursuite des réformes de la gestion des finances publiques (notamment en ce qui concerne les cadres budgétaires à moyen terme), et l'amélioration de la gestion de la dette.

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a généreusement financé des formations très attendues sur les questions de finances publiques.

Les trois cours soutenus par la JICA – analyse de la politique budgétaire, cadres budgétaires et viabilité des finances publiques – ont présenté des outils précieux pour améliorer la capacité des fonctionnaires à formuler des recommandations de politique économique; les cours ont été l'occasion de discussions essentielles sur l'efficacité de la gouvernance et la stabilité économique, et ont permis aux participants d'acquérir les compétences nécessaires pour évaluer et gérer la dette publique dans un souci de stabilité macroéconomique et de croissance durable. Fait remarquable, c'est lors de l'exercice 2025 que, pour la première fois, le cours de l'IFA sur les cadres budgétaires s'est adressé à de hauts fonctionnaires de la région; l'événement a également réuni des participants venus de Djibouti, d'Égypte, de Mauritanie et du Maroc, ce qui a élargi le périmètre des pays membres représentés. M. Naoki Ando, premier vice-président de la JICA, a prononcé un discours enthousiasmant lors de la séance de clôture.

Les institutions budgétaires et la viabilité de la dette sont au premier plan des activités de l'IFA. En effet, de nombreux pays ont pour priorité d'honorer des obligations élevées au titre de leur dette publique, tout en se ménageant une marge de manœuvre pour les dépenses de développement. Fruit d'une collaboration avec le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI et la Banque mondiale, le cours sur la viabilité de la dette des pays à faible revenu, dispensé en français, destinés aux seuls pays francophones, a montré comment le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu du FMI et de la Banque mondiale pouvait orienter utilement les stratégies budgétaires et promouvoir une gestion prudente de la dette publique. La deuxième édition du cours sur la viabilité la restructuration de la dette publique, présentée par les départements concernés du FMI (le département juridique, le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et l'Institut pour le développement des capacités), a proposé des conseils sur l'évaluation de la viabilité de la dette et l'atténuation



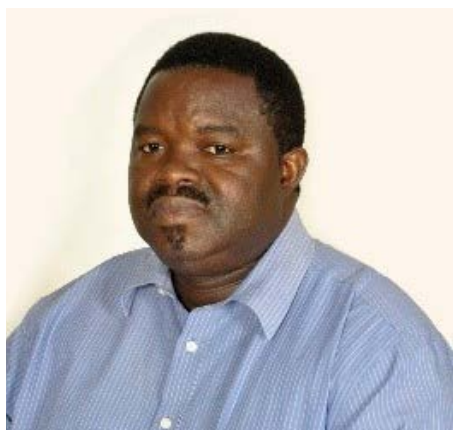
Cours : Politique et administration fiscales (9-13 décembre 2024)



« Grâce à l'approfondissement de mes connaissances sur la corruption dans plusieurs institutions publiques, je serai vigilante dans différentes situations présentant un risque d'actes de corruption, ce qui me permettra de mieux contrôler les dépenses publiques de l'institution à laquelle j'appartiens. »

M^{me} Vanessa Cristina Mendes Moreno Furtado, inspectrice, Inspection générale des Finances, ministère des Finances et du Plan, Cabo Verde

AT24.38V *Bâtir des institutions pour combattre la corruption en Afrique*



« Le cours s'est révélé extrêmement pertinent, en particulier à la lumière de la situation du Zimbabwe en matière d'endettement. Il va sans aucun doute influencer notre travail et renforcer la gestion de l'économie, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional. »

M. Tongai Tarubona, économiste en chef, département de l'analyse et des statistiques du secteur extérieur, Banque de réserve du Zimbabwe

AT25.16 *Viabilité et restructuration de la dette publique*

des risques liés à la dette, ainsi que des explications sur le processus de restructuration de la dette souveraine, notamment pour ce qui concerne le rôle et les politiques du FMI. Le cours à distance sur la construction d'institutions budgétaires pour lutter contre la corruption en Afrique, dispensé sous l'égide du département des finances publiques du FMI, a présenté une feuille de route détaillée permettant de recenser les facteurs de vulnérabilité face à la corruption et d'y remédier dans le cadre du cycle de gestion des finances publiques. Ce cours aborde également les insuffisances en matière de gouvernance et les facteurs de

vulnérabilité face à la corruption, conformément au cadre de 2018 pour un renforcement de l'action du FMI en matière de gouvernance. Le cours sur la politique et l'administration fiscales, également offert par le département des finances publiques, a étoffé les connaissances des participants sur les principales difficultés que rencontrent les pouvoirs publics en matière de conception, d'administration et de suivi d'un régime fiscal moderne. Il a brièvement passé en revue les fondements théoriques de la politique fiscale et examiné en détail sa pratique et sa mise en œuvre, en insistant sur l'Afrique.

POLITIQUES MONÉTAIRE, DE CHANGE ET DU SECTEUR FINANCIER

Un calibrage minutieux de l'orientation de la politique monétaire, une coordination renforcée entre les politiques budgétaire et monétaire et la mise en œuvre de politiques de stabilité et de développement financiers conservent toute leur importance dans le contexte économique régional actuel. Des fonctionnaires de la région ont participé à une série de neuf cours et autres événements (un événement entre pairs sur la politique monétaire et un séminaire en ligne sur les facteurs de vulnérabilité du secteur financier), qui leur ont permis d'approfondir leurs



Cours : Questions liées à la réglementation des technologies financières (13-17 janvier 2025)



« Ce cours m'a permis de mieux comprendre les tendances mondiales des mouvements de capitaux et les paramètres qui les influencent et de mieux appréhender les difficultés que connaissent les pays émergents dans ce domaine. Dans l'ensemble, cette expérience m'a fourni les outils nécessaires aux analyses éclairées pour favoriser une croissance économique durable face à la volatilité des flux de capitaux. »

M. Suleiman KARU, statisticien, département des statistiques, Banque centrale du Nigéria, Nigéria
AT 24.31V Gestion des flux de capitaux



« Ma participation au cours m'a permis de mieux comprendre les notions liées aux fintechs, les avantages et les risques associés à l'innovation financière, ainsi que le rôle des banques centrales, en particulier pour les pays en développement, comme l'Angola [...] Les connaissances acquises alimenteront les travaux menés pour définir le cadre réglementaire des prestataires de services de paiement et de l'open banking en Angola. »

Mme Rosa de Vasconcelos Chicua Kajibanga, technicienne, régulation du système financier, Banque nationale d'Angola, Angola

AT 24.24 Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires

connaissances des instruments, des institutions et des marchés financiers. Les participants ont également étudié des concepts, des outils, des modèles et de bonnes pratiques en matière de politique monétaire et visant à promouvoir la stabilité macroéconomique et financière. Les cours ont porté sur la politique monétaire, les monnaies numériques de banque centrale, les technologies financières (fintechs) et la réglementation et

la supervision bancaires. L'IFA remercie la Banque populaire de Chine d'avoir généreusement financé le cours sur le développement financier et l'inclusion financière.

En recourant à différents types de formation hybride, comprenant des phases d'autoapprentissage et des phases dirigées par un instructeur, l'IFA a pu étendre ses services à moindre coût et répondre à une

forte demande. Au cours de l'exercice 2025, l'IFA a opté pour cette modalité pour son cours phare sur la politique monétaire (encadré 3) et pour la 12^e édition du cours sur les éléments fondamentaux du contrôle bancaire, afin de former un grand nombre de participants à moindre coût et de répondre à une demande excédentaire sans compromettre les acquis de l'apprentissage.

ENCADRÉ 3. RÉPONDRE À LA DEMANDE EXCÉDENTAIRE – UNE APPROCHE HYBRIDE NOVATRICE : POLITIQUE MONÉTAIRE

L'IFA a testé un nouveau mode hybride de prestation sous forme virtuelle. L'objectif était d'assurer des formations à un moindre coût à un public plus vaste, en répondant à la demande excédentaire alors que l'Institut fait face à des contraintes financières.

Ce cours associe des éléments synchrones (animés par des formateurs) et asynchrones (en autonomie). Cette méthode permet aux participants de gérer leur temps et leurs obligations professionnelles. Des supports d'autoapprentissage ont été élaborés en interne à l'IFA en collaboration avec

l'Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD), ainsi qu'avec le groupe de travail et le responsable du cours. Ces supports ont exploité des enregistrements d'une formation antérieure, organisés en séquences vidéo de 10 minutes. D'autres supports, tels que des questionnaires, ont également été mis au point.

Ce cours durait cinq semaines, durant lesquelles les participants travaillaient de façon asynchrone sur des vidéos, des lectures, des questions d'autoévaluation et des questionnaires (avec et sans informations

en retour). Les participants se sont rencontrés en ligne en petits groupes deux fois par semaine avec les intervenants pour des séances de questions-réponses et des ateliers, de façon à les motiver et à compléter les conférences. Ce cours s'est conclu par un projet un projet certifiant.

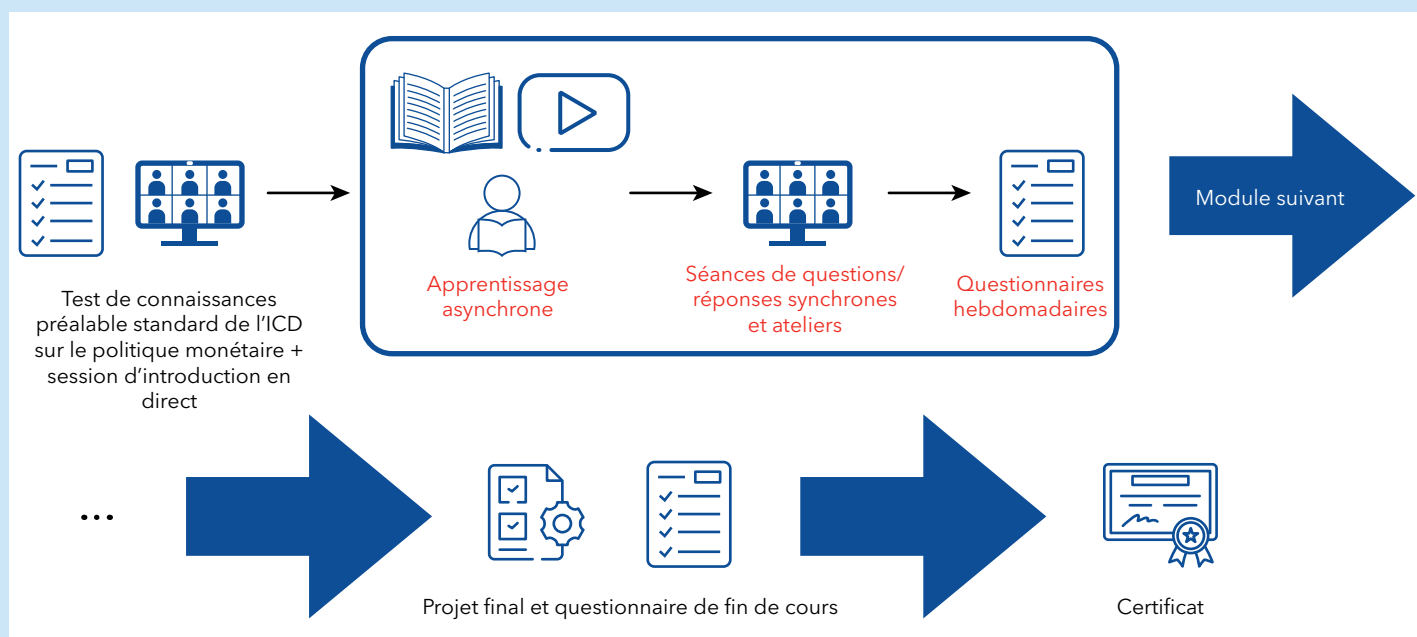
Quatre-vingt-onze participants ont accompli l'ensemble des tâches hebdomadaires nécessaire pour mener à bien ce cours. Les participants lui ont attribué une note d'évaluation globale de 4,7 sur 5 et des acquis d'apprentissage moyens de 18,1 points

ENCADRÉ 3. (SUITE) RÉPONDRE À LA DEMANDE EXCÉDENTAIRE – UNE APPROCHE HYBRIDE NOVATRICE : POLITIQUE MONÉTAIRE

de pourcentage ont été enregistrés, un niveau comparable à ceux des formations en présentiel. Les acquis d'apprentissage étaient encore plus élevés chez les participants qui remplissaient les conditions pour suivre des formations en personne, et bien qu'elles aient affiché des

scores moyens identiques, les formations hybrides ont affiché des scores extrêmes aussi bien élevés que faibles, ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle une mobilisation et des efforts soutenus sont les principaux moteurs du succès. Fait très important, ce cours a permis de former 40 participants

qui n'avaient jamais suivi de formation du FMI, et a ainsi élargi le public de l'Institut et amélioré le processus de sélection des futurs candidats. De plus, plusieurs candidats exceptionnels ont été retenus pour participer à un cours d'un niveau plus avancé sur la politique monétaire et la modélisation.



Source : services de l'IFA.

L'IFA a dispensé deux formations sur les fintechs au cours de l'exercice 2025. Le cours consacré au développement du marché de la fintech et aux implications sur le plan de l'action publique a présenté de nouvelles technologies financières et les enjeux de réglementation qui s'y rattachent. Le cours sur les questions liées à la réglementation des technologies financières a permis aux participants, à travers des études de cas et des discussions, d'acquérir des connaissances poussées sur le contrôle des évolutions du secteur (cryptoactifs, services bancaires en ligne, monnaie électronique, IA). Les

participants ont fait part de leurs difficultés et de leurs meilleures pratiques sur le terrain et échangé leurs points de vue sur l'argent mobile, les « bacs à sable » réglementaires et les marchés de cryptoactifs émergents.

STATISTIQUES

La valeur de données précises et à jour permettant de suivre les évolutions économiques, de mesurer les risques et de guider l'action publique s'est accrue avec l'intensification de l'incertitude et des chocs à l'échelle mondiale. Le passage au numérique et les données massives

(big data) transforment également les statistiques économiques. Les formations en statistiques dispensées au cours de l'exercice 2025 ont porté sur différents thèmes. Deux cours se sont déroulés au format hybride : l'un sur les statistiques de finances publiques, et l'autre sur le commerce international des services et les statistiques du commerce numérique. Ces cours étaient axés sur les comptes nationaux, les finances publiques et les statistiques commerciales, tandis que les séminaires en ligne abordaient des sujets tels que l'adéquation, la collecte et l'usage des données.



Séminaire en ligne : Évaluation de l'adéquation des données et fourniture de données aux fins des activités de surveillance du FMI (20 juin 2024)

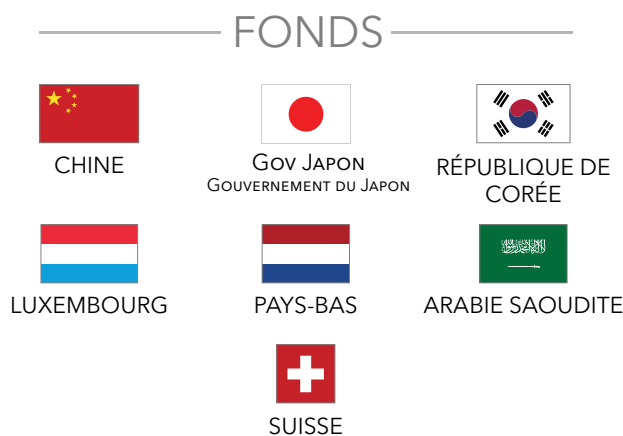


Cours : Statistiques de finances publiques (10-28 juin 2024)

Le fonds du FMI « Données pour décider » vise à fournir de meilleures données aux décideurs pour les aider à mieux mettre en œuvre des politiques macroéconomiques fondées sur des données probantes et à atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Ce fonds a contribué à deux cours à l'IFA pendant l'exercice 2025 : la troisième édition du cours sur le commerce international des services et les statistiques du commerce numérique, et la formation sur les tableaux des ressources et des emplois (TRE) et les tableaux entrées-sorties (TES). Le premier cours, mis au point par le département des statistiques du FMI et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), vise à améliorer les dispositifs de mesure du commerce d'un pays en aidant les participants à mieux comprendre comment le commerce international des services et le commerce numérique sont mesurés et enregistrés. Le cours régional sur les TRE/TES s'est accompagné d'ateliers pratiques à partir des TRE utilisés en Éthiopie, au Malawi, en Tanzanie, en Zambie et à Maurice. Grâce à ce cours, les participants ont appris non seulement à dresser les TRE, mais aussi à les transformer en TES et à les appliquer à diverses analyses. Ces analyses peuvent s'avérer extrêmement utiles pour

les évaluations économiques, car elles fournissent des informations détaillées sur les interactions entre les différents secteurs de l'économie.

CROISSANCE INCLUSIVE ET POLITIQUES STRUCTURELLES
Au cours de l'exercice 2025, l'IFA a mené une série d'activités pour continuer à répondre à la forte demande en matière d'intégration des risques climatiques dans l'élaboration



des politiques macroéconomiques.
 Une série d'événements – séminaires en ligne (encadré 4), échanges de haut niveau entre pairs (encadré 5) et trois cours – ont permis de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de l'IFA pour le développement des capacités en matière de changement climatique, élaborée en 2022. Cette édition du cours sur les aspects macroéconomiques du changement climatique a simplifié la composante « atténuation » pour laisser plus de

ENCADRÉ 4. SÉRIE DE SÉMINAIRES EN LIGNE SUR LES QUESTIONS CLIMATIQUES

La série de séminaires en ligne sur les questions climatiques a donné lieu à de multiples collaborations sur des sujets majeurs. Ces séminaires ont permis à de nombreux participants (de 70 à 300 par session) d'obtenir des informations de la part d'experts du FMI et de l'extérieur. Parmi les sujets abordés figuraient les risques climatiques et les finances publiques, les possibilités de maîtrise des risques, les risques liés au secteur financier et les considérations juridiques.

Les séminaires en ligne ont donné lieu à des collaborations de haut niveau avec divers intervenants. L'IFA et la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest ont organisé deux séminaires en ligne sur les implications macroéconomiques du changement climatique et les enjeux de stabilité

financière. Le premier événement a porté sur les risques climatiques et les finances publiques, tandis que le second était axé sur les risques climatiques et le secteur financier. Un troisième séminaire en ligne réunissant des experts du département des marchés monétaires et de capitaux du FMI a présenté les principaux enjeux de la finance verte et climatique aux dirigeants de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. L'IFA a également collaboré avec l'Overseas Development Institute et l'Université du Cap à l'organisation d'un séminaire en ligne sur les risques climatiques et les possibilités pour y faire face, qui a donné un aperçu des multiples facettes des risques climatiques, de leurs interactions et de leur nature dynamique, ainsi que des retombées potentielles au sein des pays et d'un pays à l'autre.

En outre, l'IFA a collaboré avec le département juridique du FMI sur un séminaire en ligne concernant les considérations juridiques relatives aux banques centrales et aux lois bancaires et avec d'autres CRDC, comme le centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe (AFRITAC Sud) et le Centre d'études économiques et financières pour le Moyen-Orient, sur un séminaire en ligne concernant les risques budgétaires. Ce dernier séminaire a réuni 300 participants d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient autour d'intervenants prestigieux, comme M^{me} Hakima El Haité (ancienne ministre de l'Environnement du Maroc), M^{me} Sophie Belle et M. Jude Commettant (tous deux représentants du ministère des Finances des Seychelles).

ENCADRÉ 5. ÉVÉNEMENTS ENTRE PAIRS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN OUGANDA ET AU RWANDA

L'Institut de formation pour l'Afrique a encouragé les échanges entre pairs sur les questions climatiques entre les services du FMI et les banquiers centraux d'Afrique subsaharienne, afin de leur permettre de se faire part de l'évolution de leur réflexion quant à l'intersection de la politique monétaire et de la stabilité financière avec les tendances météorologiques et climatiques, et d'évoquer les différentes méthodes adoptées pour intégrer ces considérations dans les outils de modélisation et les cadres juridiques des banques centrales. Ces événements régionaux d'apprentissage entre pairs ont réuni environ 110 participants. Les banques centrales ont exprimé leur grande satisfaction quant à la collaboration précoce avec le FMI, et plusieurs participants ont indiqué qu'ils souhaiteraient approfondir la conversation dans le contexte des missions

au titre de l'article IV ou des activités d'assistance technique. Ces événements d'apprentissage entre pairs ont été organisés en collaboration avec la Banque centrale ougandaise et la Banque nationale du Rwanda.

MODÉLISATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AUX FINS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE – KAMPALA, OUGANDA, 22-24 JANVIER 2025

Cet événement régional était axé sur les risques pour la stabilité des prix et la stabilité financière liés aux chocs et au changement climatiques, et sur la nécessité pour les banques centrales d'évaluer ces risques lors de l'élaboration de leurs politiques, ainsi que sur la nécessité de comprendre les effets des risques climatiques sur le mécanisme de transmission de la politique monétaire. Il a réuni

des experts de haut niveau, dont les gouverneurs Atingi-Ego (Ouganda) et Andrianarivelo (Madagascar), M. Kasekende (directeur exécutif de l'Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique orientale et australe), et Mme Monteiro (ancienne gouverneure adjointe, Angola).

Les interventions étaient réparties de manière équilibrée entre les thèmes suivants : données climatiques, modèles dynamiques d'équilibre général stochastique, modèles de projections trimestrielles, ainsi que travaux empiriques visant à évaluer les implications des changements/chocs climatiques pour la politique monétaire. La séance consacrée aux données climatiques a soulevé la question de savoir comment traduire les différents risques climatiques en termes d'impact sur les variables

macroéconomiques et comment combler les lacunes en matière de données dans la région. La séance portant sur les modèles de projections trimestrielles et les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique a étudié les différentes méthodes utilisées par les services du FMI dans le cadre de l'assistance technique et par les banques centrales participantes pour intégrer les dimensions météorologiques et climatiques dans les modèles utilisés pour l'analyse et la prévision de la politique monétaire. Les sessions empiriques ont couvert diverses approches de prévisions immédiates et de méthodes empiriques axées à la fois sur le changement climatique et les chocs climatiques. L'un des messages ayant trouvé un écho particulier est que la nature et l'ampleur du choc jouent un rôle important, sachant que la dépendance de l'Afrique subsaharienne vis-à-vis du secteur agricole rend la région plus vulnérable face aux sécheresses et aux inondations. L'exposé du professeur Chris Adam sur le couplage des données climatiques et des données géographiques

pour évaluer l'impact sur l'inflation a fourni des indications utiles sur les futures orientations, compte tenu de la transversalité des enjeux, ainsi que sur la nécessité de collaborer avec d'autres parties prenantes, comme les agronomes et les spécialistes des sciences des données.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE À L'INTERSECTION DES ACTIVITÉS DES BANQUES CENTRALES ET DES BANQUES COMMERCIALES : LE RÔLE DE LA LOI – KIGALI, RWANDA, 5-7 FÉVRIER 2025

L'objectif de l'atelier – le premier en son genre – était de réunir les conseillers juridiques et les hauts fonctionnaires des banques centrales et des agences de contrôle bancaire d'Afrique subsaharienne afin de favoriser un échange entre pairs sur l'intégration des politiques climatiques dans les mandats et les objectifs des banques centrales et des agences de contrôle bancaire, et sur la manière dont le FMI peut appuyer ces initiatives. Cet événement s'est appuyé sur de récentes publications

du département juridique du FMI : *Central Banks and Climate Change: Key Legal Issues* et *Banking Law and Climate Change: Key Legal Issues*. L'atelier a permis aux participants d'identifier et d'analyser les principales questions juridiques liées à l'intégration des considérations relatives au changement climatique dans les responsabilités fondamentales des banques centrales et des agences de contrôle bancaire, en se focalisant sur leurs mandats et leurs structures institutionnelles. L'atelier a aussi comporté des sessions sur la macroéconomie du changement climatique, les risques climatiques en Afrique subsaharienne, le rôle du FMI en matière de changement climatique, le changement climatique et la gouvernance d'entreprise des banques, les risques juridiques, ainsi que les aspects juridiques liés aux taxonomies, à la publication d'informations et au financement de la transition. Par ailleurs, une table ronde technique a fait intervenir des banquiers centraux du Rwanda, d'Ouganda, du Kenya et des Seychelles.



« L'IFA a apporté une contribution louable au développement des capacités et à l'échange de points de vue sur le changement climatique dans la région, notamment en organisant l'événement d'apprentissage entre pairs sur la modélisation du changement climatique aux fins de la politique monétaire en 2025 en Ouganda. Le Zimbabwe a beaucoup appris à l'occasion de cet événement sur la manière d'intégrer le changement climatique dans la formulation et l'analyse de sa politique monétaire. »

M. Nicholas Masiyandima, directeur adjoint du département d'étude des politiques, modélisation et prévision macroéconomique, Banque de réserve du Zimbabwe
AT 25.12 Événement d'apprentissage entre pairs sur la modélisation du changement climatique aux fins de la politique monétaire

temps aux exposés des participants et aux échanges entre pairs, en mettant davantage l'accent sur l'adaptation, qui est la plus pertinente pour l'Afrique subsaharienne. Le cours de cinq jours sur l'intégration des risques climatiques dans les dispositifs de réglementation et de contrôle, sous l'égide du département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, a rassemblé 42 fonctionnaires de 25 administrations différentes pour discuter des normes internationales les plus récentes et des meilleures pratiques en matière de surveillance des risques climatiques. Malgré les progrès significatifs dans le renforcement des capacités de supervision des risques climatiques, des difficultés subsistent dans la mise en pratique des cadres théoriques, en raison du manque de ressources et de la multiplicité des domaines prioritaires. Le cours sur les évaluations des sauvegardes des banques centrales, dispensé sous l'égide du département financier du FMI, a fourni une vue d'ensemble détaillée du cadre d'évaluation des sauvegardes du FMI,

ainsi que des applications pratiques dans les opérations des banques centrales, la gestion des risques, les systèmes de contrôle interne, les pratiques d'audit et les structures de gouvernance. Le séminaire comprenait des sessions techniques, des simulations d'études de cas en direct et des échanges entre pairs, ce qui a permis aux participants de rapprocher les cadres théoriques de leurs propres pratiques institutionnelles.

Le document de programme de l'IFA pour la phase III souligne la nécessité d'un vaste programme structurel pour favoriser la croissance inclusive, notamment en progressant dans des domaines tels que l'égalité des sexes, la gouvernance, la gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale. L'IFA y a contribué au cours de l'exercice 2025 en dispensant des formations dans tous ces domaines. Le cours sur la croissance inclusive a donné lieu à plusieurs exposés d'invités de marque; ainsi, M. Mounir Bari, de la Société financière internationale, a présenté

les initiatives de la Société visant à promouvoir l'essor du secteur privé dans le cadre de ses relations avec différents pays. Le cours hybride sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles, cofinancé par le Fonds thématique spécialisé dans la gestion de la richesse des ressources naturelles, a reçu un nombre record de 333 candidatures; il a réuni 32 participants (dont 13 femmes) issus de banques centrales, de ministères des Finances et de ministères des Ressources naturelles, de l'Énergie et des Mines de 27 pays africains, dont 12 États fragiles ou touchés par un conflit.

Le cours de l'exercice 2025 sur les inégalités hommes/femmes et la macroéconomie s'est penché sur les effets macroéconomiques de l'autonomisation économique des femmes et a formé 30 participants de 26 pays d'Afrique subsaharienne. Ces derniers ont étudié les tendances en matière d'inégalité des sexes, notamment en ce qui concerne les effets de la COVID-19, et la manière



Cours : Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (3-14 mars 2025)

dont la réduction des écarts entre les hommes et les femmes favorise la croissance. Des mesures de politique économique ont été envisagées dans les domaines budgétaire, financier, juridique et de l'emploi. M. Kan Masahiro, ambassadeur du

Japon, a assisté à la séance inaugurale, et M^{me} Mehjabeen Alarakhia, du bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique orientale et australe a évoqué les tendances régionales en matière d'inégalité des sexes et dans l'économie du soin. En outre,

les participants ont pris connaissance, au cours d'un séminaire en ligne, des pratiques d'autonomisation économique des femmes en Afrique subsaharienne et des expériences en matière d'intégration de l'égalité des sexes dans le budget (encadré 6).

ENCADRÉ 6. COLLABORATION IFA-METAC-SARTTAC SUR L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'Institut de formation pour l'Afrique, le Centre d'assistance technique pour le Moyen-Orient et le Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud ont lancé conjointement une série de séminaires en ligne sur les questions relatives à l'égalité des sexes. Le séminaire inaugural s'est tenu le 6 novembre 2024 et a porté sur l'intégration de l'égalité des sexes dans le budget. Au total, 280 personnes provenant d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud y ont participé. Il a

coïncidé avec le cours sur les inégalités des sexes et la macroéconomie, ce qui a permis aux participants de bénéficier de perspectives interrégionales et organisationnelles sur les questions pertinentes abordées pendant le cours.

Le séminaire en ligne a donné la parole à des intervenants du FMI, d'Inde et du Maroc. M^{me} Monique Newiak (FMI) a évoqué les bienfaits de la baisse des inégalités entre les hommes et les femmes et l'importance d'intégrer cette dimension à la politique économique.

M^{me} Lauren Keating (AFRITAC Est) a présenté les conclusions d'une enquête du FMI sur l'intégration de l'égalité des sexes dans le budget, en détaillant les pratiques de 34 pays d'Afrique subsaharienne. M. Saroj Kumar Adhikari (du ministère des Femmes et du Développement infantile de l'Inde), M. Oussama Gidar et M^{me} Leila Mejlal (tous deux du ministère de l'Économie et des Finances du Maroc) ont présenté les expériences de l'Inde et du Maroc en matière d'intégration de l'égalité des sexes dans le budget.

The poster is for a webinar titled "Experiences in Gender Budgeting: A Cross Country Perspective" held on Wednesday, November 6, 2024, at 1:00 PM (Mauritius Time, GMT+4). It features eight speakers in a 2x4 grid. The top row includes Sukhwinder Singh (IMF | ATI | AFS), Georgia Albertin (IMF | SARTTAC), Holger Floerkemeier (IMF | METAC), and Monique Newiak (IMF | SPR). The bottom row includes Lauren Keating (IMF | AFE), Saroj Kumar Adhikari (MWCD, India), Oussama Gidar (MEF, Morocco), and Leila Mejlal (MEF, Morocco). Logos for the International Monetary Fund (IMF), AFRITAC, METAC, and SARTTAC are displayed at the top right. The background is dark purple with white text and icons of a man and a woman on the left.

Séminaire en ligne : Expériences en matière d'intégration de l'égalité des sexes dans le budget (6 novembre 2024)

Note : AFRITAC Est : centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Est.



« Cette formation nous a fourni des outils pratiques qui nous permettront de renforcer l'analyse des politiques économiques sous le prisme de l'égalité des sexes. Les connaissances acquises permettront de mieux intégrer l'égalité des sexes dans les politiques macrobudgétaires et les programmes économiques et financiers avec les institutions multilatérales. »

M. Kiswendssida Issaka Yameogo, chef du département de la surveillance multilatérale, Comité national de politique économique, ministère de l'Économie et des Finances, Burkina Faso

AT 24.45 Inégalité des sexes et macroéconomie

L'IFA a également contribué aux activités du FMI sur la gouvernance et les aspects juridiques du développement des capacités. Le département juridique du FMI, en collaboration avec l'IFA et le centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe

(AFRITAC Sud), a organisé un séminaire de haut niveau pour accompagner les progrès en cours dans l'amélioration de la gouvernance et de l'État de droit. Ce séminaire a favorisé un échange et un dialogue constructifs en vue de développer et de diriger

des institutions bien gouvernées, capables de s'attaquer efficacement aux facteurs de vulnérabilité critiques sur le plan macroéconomique en lien avec la corruption et les insuffisances de l'État de droit.

AUTRES ACTIVITÉS

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

L'IFA a organisé plusieurs séminaires en ligne destinés à faire connaître son analyse de l'évolution de la situation mondiale et régionale et les recherches sur des questions d'actualité en Afrique subsaharienne. Ainsi, avec la participation du département des marchés monétaires et de capitaux et de l'AFRITAC Sud, l'IFA a tenu un séminaire en ligne en juin 2024 autour du chapitre 3 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'avril 2024 intitulé « *Les cybermenaces : une préoccupation croissante pour la stabilité macrofinancière* ». Ce chapitre porte sur les cybermenaces qui pèsent de plus en plus sur la stabilité macrofinancière dans un contexte d'accélération de la transition numérique, de progrès technologiques et de tensions géopolitiques. En juin 2024, le département Afrique a présenté l'édition de printemps 2024 de ses *Perspectives économiques régionales* pour l'Afrique subsaharienne, en relevant des signes encourageants, mais aussi trois difficultés persistantes que rencontre la région. Puis, en novembre 2024, il a présenté l'édition d'automne des *Perspectives économiques régionales* intitulée « *Entre réformes et grandes espérances* », qui s'intéressait principalement à l'équilibre à trouver

Chapter 3 of the April 2024: Global Financial Stability Report (GFSR) : Cyber Risk: A Growing Concern for Macrofinancial Stability
MONDAY, JUNE 10 | 03:00 PM (Mauritius Time)

Chair	Speaker	Speaker	Speaker
Muthoor, Priscilla Resident Advisor ATI, IMF	Suntheim, Felix Deputy Division Chief, Monetary and Capital Markets Department, IMF	Okuda, Tatsushi Economist, Monetary and Capital Markets Department, IMF	Daseman, Anrich Denver Advisor, AFRITAC South, IMF

Sensibilisation : Chapitre 3 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde d'avril 2024 (10 juin 2024)

Join us for a Joint Webinar
SSA Regional Economic Outlook
World Economic Outlook
Thursday June 13 @ 2:00 p.m. Mauritius Time

Sub-Saharan Africa: A Tepid and Pricey Recovery	Slowdown in Global Medium-Term Growth: What Will It Take to Turn the Tide?	
Bin Grace Li IMF African Department	Robert Zymek IMF Research Department	Cedric Okou IMF Research Department
Moderated by Vimal Thakoor IMF Africa Training Institute		

Sensibilisation : *Perspectives économiques régionales* pour l'Afrique subsaharienne et *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2024 (13 juin 2024)



Sensibilisation : *Perspectives économiques régionales* et notes analytiques pour l'Afrique subsaharienne d'octobre 2024 (5 novembre 2024)



Sensibilisation : Chapitres 2 et 3 des *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2024 (2 décembre 2024)

entre la stabilité macroéconomique, les besoins de développement et les pressions sociales en Afrique subsaharienne. Le département des études du FMI a exposé le chapitre des *Perspectives de l'économie mondiale* sur le thème « *Ralentissement de la croissance mondiale à moyen terme* » en juin 2024; en octobre 2024, les chapitres des *Perspectives de l'économie mondiale* intitulés « *Le grand resserrement : les enseignements du récent épisode d'inflation* » et « *Comprendre l'acceptabilité*

sociale des réformes structurelles » ont été présentés, car ils étaient particulièrement pertinents pour les décideurs de la région.

SÉMINAIRES EN LIGNE DE RECHERCHE ENTRE PAIRS

La série de séminaires en ligne de recherche entre pairs organisée par l'IFA continue d'être très appréciée et suivie. Cette année, l'Institut a organisé trois séminaires en ligne thématiques sur l'inflation et la politique monétaire, la politique budgétaire et le secteur

financier, qui ont été l'occasion de rassembler une documentation sur ces questions. Lors du séminaire en ligne sur l'inflation, des intervenants de la Banque centrale du Nigéria, de la Banque de Zambie et du ministère de l'Économie et des Finances du Sénégal ont débattu de la réaction de l'inflation, de la résilience économique et de la dynamique de l'inflation. Le séminaire en ligne sur la politique budgétaire a porté sur les conséquences des subventions aux combustibles au Sénégal, le commerce intra-africain et les effets de la Zone de libre-échange continentale africaine sur l'intégration des échanges en Afrique centrale. Le séminaire en ligne sur le secteur financier a traité du rôle du secteur bancaire du Mozambique durant les hausses des cours des produits de base, des conséquences des liquidités excédentaires sur la politique monétaire et du risque systémique en Afrique de l'Ouest.

GOVERNANCE DE L'IFA – RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION

La 11^e réunion annuelle du comité d'orientation de l'IFA s'est tenue à Dar es-Salaam (Tanzanie) le 12 juillet 2024, avec le soutien de l'AFRITAC Est. Elle était présidée par M. Albert Mwenda, directeur général du budget, des finances publiques et de l'économie à la direction du Trésor du Kenya, qui a souligné l'importance des formations de l'IFA en Afrique subsaharienne et la nécessité de s'employer vigoureusement à assurer sa pérennité financière. Les membres du comité et les observateurs se sont réjouis des vastes travaux que l'IFA a réalisés durant l'exercice 2024 et ont avalisé la proposition de plan de travail de l'exercice 2025, en insistant sur l'équilibre nécessaire entre les contraintes financières et la forte demande de formations en présentiel. En outre, ils ont débattu du document de programme des exercices 2025-29 et apporté leur soutien aux principaux piliers de la stratégie.



Le comité d'orientation a également examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie du FMI de développement des capacités, et notamment la réforme de ses programmes de formation.



La réunion du comité a été suivie par 103 fonctionnaires de 26 pays membres et des représentants des partenaires contributeurs, dont l'Union européenne (UE) et la Chine. Des observateurs de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique orientale et australe et du Centre régional d'excellence multidisciplinaire y ont également participé.



Le comité d'orientation a tenu sa réunion du milieu de l'exercice 2025 à distance le 5 décembre 2024, et ses travaux ont essentiellement porté sur l'achèvement du document de programme. La présidence et le directeur de l'IFA ont pris acte du ferme soutien des pays membres

contributeurs et ont souhaité la bienvenue au Royaume d'Arabie Saoudite, nouveau pays contributeur, tout en relevant un déficit de financement pour la phase III. La direction de l'IFA a donné un aperçu du document de programme de la phase III (exercices 2025-29) qui

visait à dispenser de 150 à 175 cours à quelque 6 000 fonctionnaires, en tirant parti de partenariats et suivant diverses modalités. Les progrès accomplis dans l'exécution du plan de travail, ainsi que les effectifs de l'IFA, les locaux, l'évaluation thématique et le fonctionnement interne ont



Réunion annuelle de coordination de l'ECOGOVA (15 janvier 2025)

également été examinés. Les représentants de l'Union européenne ont attiré l'attention sur le partenariat UE-IFA, et notamment les travaux de l'IFA dans le domaine du changement climatique et du genre dans le cadre de l'accord sur l'amélioration de la gouvernance économique en Afrique subsaharienne (ECOGOVA).

Les collectes de fonds ont été évoquées, y compris la mobilisation de nouveaux partenaires potentiels et l'augmentation du nombre de pays membres contributeurs.

La première réunion annuelle de coordination du partenariat régional avec l'Union européenne

sur le thème « **Améliorer la gouvernance économique en Afrique subsaharienne** » s'est tenue le **15 janvier 2025**. Cet accord couvre l'ensemble des centres régionaux d'assistance technique en Afrique, ainsi que l'IFA, de mai 2023 à avril 2028. Le directeur de l'IFA et le chef de la coopération de la délégation de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles ont coprésidé la réunion, qui a été l'occasion de faire le bilan des progrès réalisés et d'évoquer les nouveaux axes prioritaires du développement des capacités et les domaines de collaboration future. La délégation de l'UE a mis en lumière la contribution du FMI à un climat propice au développement durable, conforme aux objectifs de l'UE, tels que la stratégie « Global Gateway ». En outre, elle a salué l'amélioration de la visibilité et de la coordination des activités de développement des capacités dans la région.

BUDGET ET GOUVERNANCE

L'exécution du budget de l'exercice 2025 a atteint 81 %. Les activités de l'exercice 2025 ont été financées à la fois au titre de la phase II et de la phase III, car les deux phases se sont chevauchées de mai à octobre 2024. Sur les 8,6 millions de dollars approuvés par le comité d'orientation pour l'exercice 2025, 7,0 millions de dollars environ ont été exécutés. Parmi les principales raisons de cette sous-utilisation, on peut citer le report de la dernière phase du projet de mise à niveau des équipements audiovisuels (0,35 million de dollars non dépensés), une réduction du nombre de cours dispensés, ramené de 33 prévus à l'origine à 29 effectivement assurés (environ 0,25 million de dollars non dépensés), les coûts de deux cours partagés avec l'AFRITAC Sud (environ 0,15 million de dollars non dépensés) et des coûts inférieurs aux prévisions pour la réalisation du programme de travail (environ 0,65 million de dollars). Ces éléments ont été pris en compte dans la planification budgétaire de l'exercice 2026.

Locaux actuels de l'IFA. Des travaux essentiels de modernisation des locaux de l'IFA ont été achevés durant l'exercice, l'objectif étant d'améliorer progressivement les formations. Le système de ventilation

et la mise à niveau des équipements audiovisuels ont permis à l'IFA d'améliorer sensiblement le cadre de travail des participants aux formations, ainsi que celui des agents. L'IFA devant emménager dans de nouveaux locaux, seuls les travaux d'entretien indispensables sont prévus dans ses locaux actuels.

Transfert des locaux. La recherche de locaux à usage de bureaux et de formation par mise en concurrence, avec le concours de Colliers, agence internationale d'immobilier commercial, s'est achevée et un nouveau bâtiment a été trouvé. Grâce au soutien généreux des autorités mauriciennes, les nouveaux bureaux devraient être opérationnels en mai 2026. Les plans d'urgence nécessaires contribueront à réduire au minimum les conséquences sur les activités de l'IFA durant la période de transition.

Personnel de l'IFA. L'équipe de l'IFA a été consolidée avec le recrutement d'un responsable des programmes pour prêter son concours aux formations, et d'un responsable financier en vue de renforcer les aspects financiers et fiduciaires des activités de l'Institut. Avec l'aide de collègues au siège du FMI, les agents de l'IFA ont eu l'occasion de suivre des

formations pour améliorer leurs compétences en communication et en rédaction, ainsi que des formations sur les questions de déontologie.

Au cours de l'exercice 2025, l'IFA est entré en contact avec de nombreux pays membres afin de solliciter des contributions et il a échangé avec quatre d'entre eux lors de missions. La direction de l'IFA a communiqué avec la Tanzanie après la réunion du comité d'orientation de l'exercice 2024 et a réalisé trois missions au début de 2025 au Rwanda, au Nigéria et en Éthiopie. L'IFA a entretenu des relations avec les pays suivants : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Royaume d'Eswatini, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Il encourage ainsi les pays membres à lui apporter un soutien financier. Il est essentiel que ceux-ci aident l'IFA en temps voulu pour combler le déficit de financement de 30 % de la phase III. Pour ne citer que l'exercice 2025, l'Angola a signé un accord visant à contribuer à l'IFA, ainsi que huit pays, à savoir Afrique

du Sud, Cabo Verde, Madagascar, Malawi, Rwanda, Seychelles comme complément, et Tanzanie et Zimbabwe.

Le Royaume d'Arabie saoudite a apporté une contribution généreuse de 2 millions de dollars à la phase III de l'IFA. Le premier dialogue

stratégique de haut niveau sur le développement des capacités, entre le ministère des Finances du Royaume d'Arabie saoudite et le FMI, s'est tenu en avril 2025. À l'issue de ce dialogue, un accord a été conclu visant à intensifier le soutien saoudien aux activités de

développement des capacités menées par le FMI, en particulier dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et dans les pays fragiles ou touchés par un conflit.

SECTION II

ACTIVITÉS PROGRAMMÉES DURANT L'EXERCICE 2026

A

FORMATIONS PROPOSÉES DURANT L'EXERCICE 2026

Le plan de travail de l'exercice 2026 est axé sur les domaines prioritaires évoqués entre les pays membres et le FMI. L'accent sera mis sur les politiques budgétaires et du secteur financier, ainsi que sur les politiques destinées à assurer une croissance inclusive. Le plan vise à porter le nombre total de cours à 31 (contre 29 pendant l'exercice 2025), principalement en présentiel, qui seront assurés par l'Institut du FMI pour le développement des capacités, le département des statistiques du FMI et le département des marchés monétaires et de capitaux du FMI. En outre, le programme suivra une nouvelle méthode par cohorte et comprendra des cours hybrides ainsi que des séminaires en ligne sur des questions pertinentes de politique économique qui compléteront les formations. La diversité des participants en termes d'égalité des sexes, de langue et de pays fragiles ou touchés par un conflit, ainsi que les possibilités de collaboration avec les institutions compétentes, resteront au premier plan des formations destinées à plusieurs pays.

ANALYSE MACROÉCONOMIQUE

La macroéconomie générale demeurera au cœur des formations de l'IFA, eu égard aux compétences

du FMI et à la demande des pays membres. Durant l'exercice 2026, les cours *Programmation et politiques financières* et *Diagnostics macroéconomiques*, dont on recommande fortement que les participants les suivent avant de s'inscrire à d'autres cours, seront tous deux proposés successivement à une cohorte de fonctionnaires. Il s'agira du premier projet pilote de ce type dans la région, l'objectif étant d'aider les autorités qui participent également à des projets d'assistance technique du FMI à progresser dans leur apprentissage dans leurs pays respectifs.

POLITIQUES BUDGÉTAIRES

Les questions budgétaires figurent en tête des thématiques demandées dans les activités de développement des capacités dans la région, à l'image des principaux défis qu'elle rencontre. Les formations dans le domaine de la politique budgétaire peuvent contribuer à répondre aux principales difficultés que traverse la région en renforçant la capacité des décideurs à concevoir et mettre en œuvre des politiques budgétaires efficaces. Durant l'exercice 2026, l'IFA prévoit de proposer au total cinq cours en présentiel dans ce domaine : *Cadres budgétaires*; *Analyse des*

politiques budgétaires; *Viabilité budgétaire*; *Politique et administration fiscales : théorie et pratique*; et *Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu*. Ces cours visent à donner aux responsables des finances publiques des moyens d'action en leur offrant les connaissances et les outils nécessaires pour renforcer la résilience de leur pays face aux chocs économiques et favoriser une croissance inclusive dans la région. Les trois premiers cours (*Cadres budgétaires*, *Analyse des politiques budgétaires* et *Viabilité budgétaire*) sont destinés à donner une vision complète des cadres budgétaires à moyen terme qui aident à mettre en œuvre une planification budgétaire efficace, doter les participants d'outils analytiques permettant d'évaluer l'impact des politiques budgétaires sur les résultats économiques et mettre l'accent sur le maintien de la viabilité budgétaire grâce à une gestion saine des finances publiques. L'expérience de l'exercice 2025 ayant été positive, l'un de ces cours sera probablement adapté aux besoins des hauts fonctionnaires.

Le plan de formation porte également sur la viabilité et la gestion de la dette. Les stratégies de gestion de la dette, qui sont couvertes en détail dans le cours sur le *Cadre de viabilité*

de la dette pour les pays à faible revenu, donneront des orientations sur les stratégies budgétaires et prôneront une gestion prudente de la dette publique. Ce cours, proposé pour la troisième année consécutive, est essentiel pour gérer efficacement la dette publique. De plus, en améliorant les pratiques d'administration fiscale grâce au cours intitulé *Politique et administration fiscales*, les pays peuvent viser à consolider leur assiette fiscale, et devenir ainsi moins tributaires des emprunts tout en améliorant la viabilité des finances publiques. Ce cours donne également un aperçu de l'administration fiscale et de la conception de la politique fiscale, ce qui permet aux participants de mettre en œuvre, en connaissance de cause, des politiques fiscales qui contribuent à une croissance inclusive.

POLITIQUES MONÉTAIRE, FINANCIÈRE ET DE CHANGE

L'IFA continuera d'assurer une série de cours sur les politiques du secteur financier et les politiques monétaire, de change et du compte de capital. Ces cours répondront à une forte demande sur ces questions, en particulier de la part de participants travaillant dans des banques centrales, ainsi qu'à la nécessité de renforcer les systèmes bancaires, surtout dans les pays d'Afrique subsaharienne à faible revenu et à revenu intermédiaire. Six cours porteront sur les politiques du secteur financier : *Développement financier et inclusion financière*, *Surveillance du secteur financier*, *Évolution du marché des technologies financières et conséquences stratégiques*, *Restructuration et résolution bancaires*, *Éléments fondamentaux du contrôle bancaire* et *Marché des obligations en monnaie locale*. Les formations hybrides sur le thème *Développement financier et inclusion financière* seront de nouveau généreusement parrainées

par la Chine. Dans le domaine des politiques monétaire, de change et du compte de capital, les cours proposés seront notamment ceux intitulés *Politique monétaire* et les cours plus avancés *Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire* et *Cadres et opérations de politique monétaire*. Le cours *Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales*, conçu pour exposer de façon interactive les fonctionnaires des banques centrales à la méthode d'évaluation des sauvegardes du FMI, sera assuré par le département financier et le département juridique.

STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

Durant l'exercice 2026, les formations en statistique seront marquées par une collaboration étroite avec d'autres institutions. Le fonds « Données pour décider » et la Banque africaine de développement (BAfD) financeront un cours intitulé *Mégadonnées pour statistiques macroéconomiques*. La BAfD collaborera également sur le cours *Plateforme de données ouverte*. Les données demeurent fondamentales pour élaborer de bonnes politiques publiques et l'ajout de cours sur la gestion des données répond à la nécessité de renforcer la disponibilité des données dans la région, comme indiqué dans le document de programme de l'IFA. En outre, l'IFA assurera les cours *Indicateurs de solidité financière* et *Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique*.

CROISSANCE INCLUSIVE ET POLITIQUES STRUCTURELLES
Compte tenu de l'insuffisance des ressources, les formations sur le climat proposées par l'IFA seront quelque peu limitées durant l'exercice 2026.

L'Institut maintiendra cependant ses formations sur les éléments fondamentaux de sa stratégie climatique, notamment son cours phare *Aspects macroéconomiques du changement climatique* et le cours *Intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques*. Les données sur le climat deviennent l'un des aspects les plus fondamentaux de la formulation des politiques climatiques, et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a convenu de financer un cours intitulé *Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique*.

Le plan de travail couvrira également des questions de politique économique qui sont essentielles pour stimuler la croissance ou qui peuvent favoriser un rééquilibrage des finances publiques. Les cours *Aspects économiques de l'intégration régionale*, *Croissance inclusive* et *Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles*, financés par le Partenariat mondial pour les finances publiques, présentent un grand intérêt pour les programmes de croissance et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne. En outre, la JICA a convenu de financer un cours sur les inégalités des sexes et la macroéconomie. Par ailleurs, l'IFA dispensera pour la première fois un cours intitulé *Réforme des subventions aux combustibles*. Ce cours examinera l'évolution récente des subventions aux combustibles, leur impact macroéconomique et leurs retombées environnementales et sociales. S'appuyant sur des études de cas nationales, il développera les principaux éléments de la réussite des réformes, notamment les mesures de protection en faveur des couches de population à faible revenu lésées par la réduction des subventions.

AUTRES ACTIVITÉS

SÉMINAIRES EN LIGNE

L'Institut continuera de compléter son catalogue de cours par des séminaires en ligne afin de toucher un public plus large de manière économique.

Un séminaire en ligne intitulé *Les applications fintech pour accroître le financement de l'action climatique* sera organisé de façon à coïncider avec le cours *Aspects macroéconomiques du changement climatique* pour permettre aux participants à ce cours de le suivre. De plus, l'IFA va collaborer avec le Centre d'assistance technique pour le Moyen-Orient et le Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud sur un séminaire en ligne sur le thème « La fiscalité et son rôle dans la réduction des inégalités » en juin 2025.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

Publications phares du FMI. L'IFA continuera de créer des occasions d'étudier les chapitres analytiques et les enseignements clés des principales publications du FMI avec les auteurs et les décideurs concernés. Ces séminaires en ligne, ouverts au public, permettent de centrer le débat sur des questions de politique économique pertinentes pour la région et de

compléter les thèmes fondamentaux traités dans le cadre du programme de formation. Les chapitres analytiques des *Perspectives économiques régionales* et des *Perspectives de l'économie mondiale* seront examinés avec leurs auteurs, des spécialistes et des professionnels. La série de séminaires de recherche entre pairs permettra de mettre en valeur des études sérieuses réalisées dans la région. La série de séminaires sur l'égalité hommes/femmes, en collaboration avec les centres régionaux du FMI au Moyen-Orient et en Asie du Sud, abordera des questions fondamentales, ce qui permettra de compléter les formations de l'IFA. Les séminaires en ligne sur le changement climatique porteront sur différents aspects significatifs pour l'élaboration des politiques publiques et la stabilité macroéconomique.

RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION

L'Institut continuera de prévoir au moins une réunion annuelle du comité d'orientation. La 12^e réunion annuelle du comité se tiendra en juillet 2025 et sera accueillie par Madagascar (qui préside le comité d'orientation de l'AFRITAC Sud). Le comité débattrà

des progrès réalisés par l'Institut dans son document de programme, donnera une orientation stratégique et avalisera le plan de travail annuel et le budget annuel. Cette réunion donnera l'occasion aux membres du comité d'orientation de l'IFA, et notamment aux partenaires pour le développement, d'apporter leur contribution aux activités que mènera l'Institut au cours du prochain exercice et des conseils jusqu'à la conclusion des activités de la Phase III.

RÉUNION AVEC LES DIRECTEURS CHARGÉS DES FORMATIONS

Liens avec les principales parties prenantes. L'IFA entend nouer des relations avec les directeurs chargés des formations dans l'ensemble des institutions partenaires en juin 2025 afin de renforcer la coordination des activités (sélection des participants, candidatures, parcours de formation illustratifs, etc.) et d'approfondir le suivi et l'évaluation des résultats après les formations. Ces contacts éclaireront les rapports au comité d'orientation ainsi que les recommandations de ce dernier.

COLLABORATIONS ET PARTENARIATS

L'IFA poursuivra ses efforts en vue d'une collaboration avec les AFRITAC et d'autres partenaires, qui opèrent ou non dans le giron du FMI. Il continuera de chercher des occasions de continuer à collaborer avec l'Institut multilatéral de Vienne, le Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient au Koweït, l'Institut régional de Singapour, le Centre d'assistance technique au Moyen-Orient et le Centre régional de formation et d'assistance technique en Asie du Sud. Le Centre de développement des capacités Chine-FMI parrainera généreusement le cours *Développement financier et inclusion*

financière durant l'exercice 2026. La coordination avec les organismes régionaux compétents, notamment l'Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique orientale et australe, la Communauté de développement de l'Afrique australe et l'Institut ouest-africain de gestion économique et financière, se poursuivra. L'IFA continuera également de collaborer étroitement à des activités de développement des capacités avec les partenaires donateurs et d'autres parties prenantes compétentes, notamment la Banque africaine de développement, l'Union européenne, l'Agence allemande de coopération

internationale, l'Agence japonaise de coopération internationale, la Banque centrale sud-africaine, la Banque mondiale et l'ONU.

Adaptation et expériences. L'IFA continuera de chercher des occasions de personnaliser ses formations afin de répondre aux besoins de ses pays membres, par exemple en ciblant les hauts fonctionnaires, en tirant parti des parcours de formation, en organisant des formations au niveau régional et en panachant différentes modalités de prestation.

SECTION III

EXERCICE 2026, BUDGET ET COLLECTES DE FONDS

Enveloppe de ressources estimée de la phase III. Après la période couvrant les deux phases de façon concomitante, de mai à octobre 2024, le budget de l'Institut de formation pour l'Afrique est pleinement passé à la phase III, qui durera jusqu'à avril 2029 (exercices 2025-29). Le document de programme a été définitivement arrêté après les débats de la réunion de milieu d'exercice du comité d'orientation et servira de base aux activités de l'IFA au cours des cinq prochaines années. Il prévoit un financement extérieur de 37,4 millions de dollars. En avril 2025, 25,3 millions de dollars avaient été obtenus du pays hôte (Maurice), de partenaires donateurs et de pays membres.

Budget proposé pour l'exercice 2026. Compte tenu de l'enveloppe à moyen terme de la phase III, des contraintes

de liquidité actuelles, des besoins des pays et de la vaste mobilisation du FMI dans la région, le budget proposé, y compris les ressources internes du FMI pour l'exercice 2026, totalise 7,95 millions de dollars. Cette somme tient compte du fait que les fonctionnaires préfèrent de loin assister aux cours en personne, même si cela est plus coûteux, car ils favorisent davantage l'apprentissage entre pairs, le partage d'expériences et les acquis. Pour accroître le volume de ses prestations, l'IFA puisera 2 millions de dollars environ de financements supplémentaires dans des fonds thématiques du FMI (notamment le Partenariat mondial pour les finances publiques, la facilité de gestion de la dette et le fonds « Données pour décider ») et auprès du Centre de développement des capacités Chine-FMI, et fera appel à

des partenaires donateurs (l'Agence japonaise de coopération internationale, par exemple), et donnera des cours conjointement avec d'autres partenaires (Banque mondiale, Banque africaine de développement, etc.).

Transfert des locaux. Après une décennie d'activités, l'IFA est désormais à l'étroit dans ses locaux actuels, qui ne sont plus adaptés et continuent de poser des risques opérationnels majeurs. L'Institut prévoit donc de déménager dans de nouveaux bureaux plus efficaces afin d'améliorer la formation des fonctionnaires. Une recherche par mise en concurrence a permis de trouver des locaux appropriés, et, grâce au soutien constant des autorités mauriciennes, le coût supplémentaire du déménagement n'aura aucun effet sur la capacité de l'IFA à assurer ses services.

PARTENARIATS ET COLLECTES DE FONDS

Principaux partenaires. L'IFA a accueilli le Royaume d'Arabie saoudite comme nouveau partenaire généreux de l'Institut, et s'est félicité de la conclusion d'un accord important avec la Chine. La contribution de l'Arabie saoudite à l'Institut s'inscrit dans le cadre d'une mobilisation plus vaste en faveur des activités de développement des capacités menées par le FMI, en particulier dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne et dans les pays fragiles ou touchés par un conflit. Un processus est en cours avec l'Union européenne en vue de transférer le solde de la phase II vers la phase III en application de l'accord sur l'amélioration de la gouvernance économique en Afrique subsaharienne. Avec le soutien des membres du comité d'orientation dans chaque pays, les pays membres

ont progressé dans leur engagement à financer les activités de l'IFA.

Des déficits de financement persistents. Le budget proposé pour l'exercice 2026 devrait permettre de maintenir le volume des activités de l'IFA à un niveau comparable à celui des activités réelles de l'exercice 2025. Compte tenu du déficit de financement existant, il reste essentiel de classer par ordre de priorité les cours dispensés afin de répondre à la demande excédentaire de renforcement des capacités dans des domaines fondamentaux tout en gérant la situation de liquidité avec prudence. L'IFA, de concert avec l'Institut pour le développement des capacités, continuera d'étudier la possibilité de forger des partenariats, et de mobiliser d'autres membres afin

de combler l'écart de financement. Leur contribution reste vitale pour mener les activités de l'Institut, et des collectes de fonds ont ciblé un certain nombre de pays, notamment l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Rwanda. L'IFA continuera de rechercher des sources de financement autres que celles de l'Institut, notamment d'autres instruments (fonds « Données pour décider », par exemple), en étroite collaboration avec des départements du FMI.

Activités de sensibilisation. Dans le cadre de ces activités, l'IFA est apparue à des manifestations et sur des médias numériques, et a pris les devants en dialoguant avec les pays membres afin de faire connaître les effets du développement du capital humain à un public plus large.

TABLEAU 1. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE II DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2025

Fonds monétaire international

IFA

Phase II : EXERCICES 2020-25

Multilatéral – Centres régionaux : contributions financières

(30 avril 2025, en millions de dollars)

Informations relatives aux accords/amendements					Contributions reçues		Contributions attendues (en dollars)	
Partenaires/membres	Date de signature ¹	Devise	Montant	Dollar américain	Devise de l'accord	Dollar américain	Demandée	Contributions futures ²
Partenaires				13,2		13,2	-	-
Chine	13/07/18	USD	3,3	3,3	3,3	3,3	-	-
Commission européenne	22/05/23	USD	4,3	4,3	4,3	4,3	-	-
Allemagne	22/04/19	EUR	5,0	5,6	5,0	5,6	-	-
Membres				5,0		3,8	1,1	0,1
Angola	14/08/24	USD	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	-
Bénin	14/03/23	USD	0,3	0,3	0,1	0,1	0,2	-
Congo, République démocratique du	04/10/22	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Eswatini	17/08/23	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Ghana	17/08/22	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Guinée	28/08/19	USD	0,2	0,2	-	-	0,2	-
Kenya	07/02/23	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Madagascar	22/08/22	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Malawi	31/05/19	USD	0,2	0,2	0,0	0,0	-	0,1
Mozambique, République du	15/12/22	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Nigéria	29/10/19	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Sénégal	13/12/22	USD	0,3	0,3	-	-	0,3	-
Seychelles	29/08/23	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Sierra Leone	03/06/19	USD	0,1	0,1	-	-	0,1	-
Afrique du Sud	23/04/20	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Togo	10/11/22	USD	0,2	0,2	-	-	0,2	-
Zambie	14/06/22	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Zimbabwe	31/05/19	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Total partenaires et membres				18,2		16,9	1,1	0,1
Transferts intérieurs ³								
Chine				2,6	-	2,6	-	-
Initiative COVID19				0,6	-	0,6	-	-
Banque européenne d'investissement				0,2	-	0,2	-	-
Maurice				0,0	-	0,0	-	-

TABLEAU 1. (SUITE) CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE II DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2025

Informations relatives aux accords/amendements					Contributions reçues		Contributions attendues (en dollars)	
Partenaires/membres	Date de signature ¹	Devise	Montant	Dollar américain	Devise de l'accord	Dollar américain	Demandée	Contributions futures ²
Total des transferts intérieurs				3,4		3,4	-	-
Pays hôte et FMI								
Pays hôte								
Espèces		USD	8,0	8,0		8,0	-	-
En nature				-				
FMI				1,0				
Total pays hôte et FMI				9,0				
Total				30,6		28,4	1,1	0,1

Source : ICDGP.

¹ Également accords en cours de négociation, et date d'approbation des accords de partenariat pour le développement des capacités (accords souples/cadres, par exemple).² Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.³ Transferts d'une phase à l'autre du programme (par exemple lorsque des fonds sont reconduits d'une phase à l'autre).**TABLEAU 2. CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE III DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2025****Fonds monétaire international**

IFA

Phase III : Exercices 2025-29

Multilatéral – Centres régionaux : contributions financières

(30 avril 2025, en millions de dollars)

Informations relatives aux accords/amendements					Contributions reçues		Contributions attendues (en dollars)	
Partenaires/membres	Date de signature ¹	Devise	Montant	Dollar américain	Devise de l'accord	Dollar américain	Demandée	Contributions futures ²
Partenaires				5,5		5,5	-	-
Chine	21/12/23	USD	3,5	3,5	3,5	3,5	-	-
Arabie saoudite	13/08/24	USD	2,0	2,0	2,0	2,0	-	-
Membres				3,8		1,8	0,3	1,7
Cabo Verde	25/06/24	USD	0,2	0,2	0,2	0,2	-	-
Ghana	09/04/24	USD	0,5	0,5	0,2	0,2	-	0,3
Kenya	14/03/24	USD	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,3
Madagascar	14/05/24	USD	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1
Malawi	28/10/24	USD	0,3	0,3	-	-	0,1	0,2
Rwanda	19/03/25	USD	0,3	0,3	-	-	-	0,3
Seychelles	02/12/24	USD	0,5	0,5	0,5	0,5	-	-
Afrique du Sud	19/03/25	USD	0,8	0,8	0,4	0,4	-	0,4

TABLEAU 2. (SUITE) CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES À LA PHASE III DE L'IFA, AU 30 AVRIL 2025

Informations relatives aux accords/amendements					Contributions reçues		Contributions attendues (en dollars)	
Partenaires/membres	Date de signature ¹	Devise	Montant	Dollar américain	Devise de l'accord	Dollar américain	Demandée	Contributions futures ²
Tanzanie	06/08/24	USD	0,3	0,3	0,2	0,2	-	0,1
Ouganda	08/09/23	USD	0,3	0,3	0,3	0,3	-	-
Zimbabwe	02/12/24	USD	0,2	0,2	-	-	0,1	0,1
Total partenaires et membres				9,3		7,3	0,3	1,7
Pays hôte et FMI								
Pays hôte								
Espèces		USD	16,0	16,0		8,0	1,6	6,4
En nature				-				
FMI				1,9				
Total pays hôte et FMI				17,9				
Total				27,2		15,3	1,9	8,1
Budget du cahier des charges de formation				39,3 (12,1)				

Source : ICDGP.

¹ Également accords en cours de négociation, et date d'approbation des accords de partenariat pour le développement des capacités (accords souples/cadres, par exemple).

² Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

TABLEAU 3. PROJECTIONS BUDGÉTAIRES DE L'IFA AU 30 AVRIL 2025

Fonds monétaire international
IFA Phases II et III : exercices 2025-29
Multilatéral – Centres régionaux : synthèse de l'état d'avancement
Au 30 avril 2025
(En milliers de dollars)

Projet	Phases			Ex. 2025								Ex. 2026	
				Phase II		Phase III		Budget de fonctionnement global ex. 2025	Charges globales ex. 2025	Exécution globale ex. 2025 (%)	Budget de fonctionnement ^{1/}		
	Budget programme	Budget de fonctionnement	Charges	Budget de fonctionnement	Charges	Budget de fonctionnement	Charges						
Projet de formation	27 489	27 489	3 912	1 869	1 603	4 785	3 912	6 655	5 514	83 %	5 436		
Gouvernance et évaluation	400	400	-	1	0	18	-	19	0	1 %	19		
Projet administratif ^{2/}	7 036	7 036	717	-	-	1 001	717	1 001	717	72 %	1 423		
Sous-total	34 925	34 925	4 628	1 870	1 603	5 804	4 628	7 674	6 231	81 %	6 877		
Gestion de fonds fiduciaires	2 445	2 445	324	131	112	406	324	537	436		481		
Total	37 369	37 369	4 952	2 001	1 715	6 210	4 952	8 211	6 667	81 %	7 358		
Dépenses FMI	1 889	1 889	321	-	-	367	321	367	321	87 %	372		
Total	39 258	39 258	5 273	2 001	1 715	6 577	5 273	8 578	6 988	81 %	7 731		

^{1/} Les budgets des exercices à venir sont donnés à titre indicatif.

^{2/} Pour tenir compte des observations qui ont été formulées dans ce domaine, l'IFA a établi un programme de financement distinct pour la phase III aux fins du suivi des dépenses de fonctionnement, s'agissant notamment des salaires versé au personnel recruté localement, du loyer, de l'eau et de l'électricité, de la mise à niveau de l'équipement audiovisuel, entre autres coûts administratifs. Ces charges ont été imputées au projet de formation durant la phase II. Les chiffres de la phase II et de la phase III ne sont donc pas comparables.

RÉUNION DU COMITÉ D'ORIENTATION POUR L'EXERCICE 2025



La 12^e réunion annuelle du comité d'orientation de l'IFA s'est tenue à Antananarivo (Madagascar) sous la présidence de M^{me} Rindra Hasi mbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances de Madagascar. La réunion a rassemblé 126 participants (79 en personne et 47 en ligne) représentant 26 pays membres et partenaires de développement, ainsi que les organismes régionaux concernés. Les membres du comité d'orientation ont reconnu les retombées décisives et la pertinence des activités de formation et de renforcement des capacités menées par l'IFA en Afrique subsaharienne. Les membres ont salué les résultats des activités de l'exercice 2025 et ont approuvé le programme proposé pour l'exercice 2026. Le comité d'orientation a aussi exprimé son soutien aux efforts entrepris par l'IFA pour innover constamment en matière de modalités de formation et d'élaboration des programmes, et a pris note de la réunion des directeurs chargés des formations.

Lors de la réunion du comité d'orientation, des présentations ont été faites sur l'orientation stratégique de l'IFA et sa collaboration avec ses partenaires. Des tables rondes ont aussi été organisées sur des sujets



liés au secteur monétaire et financier et sur les priorités de développement des capacités dans la région. En outre, les membres ont été informés des dernières évolutions concernant les locaux de l'IFA et les projets de déménagement, ainsi que des perspectives à moyen terme du FMI en matière de renforcement des capacités et de réforme des formations.

Les membres du comité d'orientation ont réaffirmé l'importance de combler le déficit de financement de la phase III de l'IFA et d'effectuer les paiements annuels en temps voulu. Ils ont salué les efforts visant à diversifier les sources de financement et à renforcer la collaboration avec les partenaires de développement et les pays membres.



ANNEXES

ANNEXE I. COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2025

Département	Intitulé du cours	Modalités de prestation	Date de début	Date de fin	Nombre de candidatures	Nombre de participants	Nombre de femmes	Nombre de participants issus de PFC	Ratio candidats/ participants
ICD	Aspects économiques de l'intégration régionale	À distance	06/05/24	17/05/24	280	30	13	11	9,3
	Monnaies numériques de banque centrale	En personne	27/05/24	31/05/24	152	33	16	11	4,6
	Programmation et politiques financières	En personne	02/06/24	14/06/24	210	31	10	13	6,8
	Aspects macroéconomiques du changement climatique	En personne	03/06/24	14/06/24	231	35	13	5	6,6
	Analyse des politiques budgétaires	En personne	22/07/24	02/08/24	476	33	15	8	14,4
	Diagnostics macroéconomiques	En personne	12/08/24	23/08/24	144	30	6	5	4,8
	Croissance inclusive	En personne	16/09/24	24/09/24	214	30	17	9	7,1
	Prévisions immédiates	En personne	16/09/24	24/09/24	421	33	17	10	12,8
	Évolution du marché des technologies financières et conséquences stratégiques	En personne	14/10/24	18/10/24	355	29	17	12	12,2
	Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques	À distance	21/10/24	01/11/24	75	33	9	15	2,3
	Inégalités des sexes et macroéconomie	En personne	04/11/24	04/11/24	454	30	22	10	15,1
	Cadres budgétaires	En personne	27/01/25	30/01/25	194	30	10	7	6,5
	Politique monétaire	Hybride – à distance	27/01/25	07/03/25	115	87	33	44	1,3
	Viabilité des finances publiques	En personne	03/03/25	14/03/25	413	34	17	10	12,1
	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Hybride – en personne	03/03/25	14/03/25	333	32	13	15	10,4
	Développement financier et inclusion financière	Hybride – en personne	31/03/25	18/04/25	331	29	16	13	11,4

ANNEX I. (SUITE) COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2025

Département	Intitulé du cours	Modalités de prestation	Date de début	Date de fin	Nombre de candidatures	Nombre de participants	Nombre de femmes	Nombre de participants issus de PFC	Ratio candidats/ participants
MCM	Éléments fondamentaux du contrôle bancaire	Hybride – en personne	10/12/24	24/01/25	208	34	18	12	6,1
	Questions générales relatives à la réglementation et à la surveillance des technologies financières	En personne	13/01/25	17/01/25	202	29	17	8	7,0
	Intégration des risques climatiques dans les dispositifs de réglementation et de contrôle	À distance	17/02/25	21/02/25	87	40	16	15	2,2
	Cadres et opérations de politique monétaire	En personne	28/04/25	02/05/25	158	34	8	17	4,6
STA	Statistiques de finances publiques	Hybride – en personne	24/06/24	28/06/24	124	34	12	9	3,6
	Commerce international des services et statistiques du commerce numérique	Hybride – en personne	22/07/24	26/07/24	47	27	10	7	1,7
	Atelier sur les tableaux des ressources et des emplois et les tableaux entrées-sorties	En personne	05/08/24	14/08/24	21	21	10	4	1,0
FAD	Renforcer les institutions pour lutter contre la corruption	À distance	03/06/24	07/06/24	125	56	18	21	2,2
	Politique et administration fiscales : théorie et pratique	En personne	09/12/24	13/12/24	135	33	7	14	4,1
AFR	Examens par les pairs dans la SADC – cours de remise à niveau	En personne	18/11/24	22/11/24	42	42	3	3	1,0
SPR	Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu – CVD-PFR	En personne	20/01/25	24/01/25	140	31	8	20	4,5
LEG	Viabilité de la dette et restructuration de la dette	En personne	24/03/25	28/03/25	296	32	14	13	9,3
FIN	Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales	En personne	31/03/25	04/04/25	67	36	18	8	1,9

ANNEXE II. COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2025 : PARTICIPANTS PAR PAYS

Pays	Nombre de participants		
	Ex. 2023	Ex. 2024	Ex. 2025
Algérie	2		
Angola	44	49	30
Bénin	12	11	15
Botswana	37	32	12
Burkina Faso	25	15	15
Burundi	29	33	28
Cameroun	47	47	32
Cabo Verde	25	19	22
République centrafricaine	9	11	7
Tchad	32	22	17
Comores	22	17	19
Rép. dém. du Congo	34	37	27
Congo, République du	14	9	6
Côte d'Ivoire	25	39	20
Djibouti	4	2	5
Égypte		1	2
Guinée équatoriale	7	3	1
Érythrée		2	1
Eswatini, Royaume d'	15	33	17
Éthiopie	28	41	20
Gabon	9	9	10
Gambie	30	33	31
Ghana	48	58	40
Guinée	23	23	12
Guinée-Bissau	6	10	7
Kenya	19	40	25
Lesotho	20	37	17
Libéria	28	35	34
Madagascar	42	38	41
Malawi	24	29	47
Mali	4	9	3
Mauritanie	1	1	3
Maurice	35	51	31
Maroc	1	1	5
Mozambique	24	43	28
Namibie	14	26	16

ANNEX II. (SUITE) COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2025 : PARTICIPANTS PAR PAYS

Pays	Nombre de participants		
	Ex. 2023	Ex. 2024	Ex. 2025
Niger	13	13	11
Nigéria	42	94	56
Rwanda	14	15	15
Sao Tomé-et-Principe	9	28	17
Sénégal	22	15	14
Seychelles	20	25	23
Sierra Leone	26	31	19
Afrique du Sud	14	26	30
Soudan du Sud	15	17	9
Tanzanie	15	39	24
Togo	10	23	20
Tunisie	4		
Ouganda	39	52	27
Zambie	29	57	35
Zimbabwe	39	70	36
Total²	1050	1371	1011

²Hors participants d'organisations régionales.

ANNEXE III. ACTIVITÉS HORS COURS, EXERCICE 2025

Responsable	Activité	Date
Réunions du comité d'orientation		
ICD	11e réunion du comité d'orientation de l'IFA	12/07/24
ICD	Réunion du comité d'orientation du milieu de l'exercice 2025	05/12/24
Activités de sensibilisation		
AFR	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition du printemps 2024 des PER	13/06/24
RES	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition du printemps 2024 des PEM	13/06/24
AFR	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition d'automne des PER	12/11/24
MCM	Rapport sur la stabilité financière dans le monde – Chapitre 3	10/06/24
RES	Activité de sensibilisation consacrée à l'édition d'automne des PEM	12/11/24
Séminaires en ligne		
AFR	Séminaire de recherche entre pairs : inflation et politique monétaire	27/06/24
AFR	Aspects macroéconomiques de la crise de la sécurité	23/09/24
AFR	Séminaire de recherche entre pairs : politique budgétaire	03/10/24
AFR	Séminaire de recherche entre pairs : secteur financier	03/12/24
ICD	Changement climatique et risques macroéconomiques (BCEAO)	20/06/24
STA	Évaluation de l'adéquation des données	20/06/24
ICD	Changement climatique et secteur financier (BCEAO)	25/06/24
ICD	Série Climat : risques climatiques	30/07/24
ICD	Série Climat : changement climatique et risques budgétaires	19/09/24
ICD	Série Climat : changement climatique et politique monétaire	22/10/24
MCM	Séminaire en ligne sur le financement de l'action climatique – BCEAO	03/09/24
SPR	Série « Égalité des sexes » – Expériences en matière de budgétisation sensible au genre (en collaboration avec METAC et SARTTAC)	06/11/24
ICD	Climat et gestion des risques budgétaires, conjointement avec le CEF	12/11/24
STA	Accès financier : collecte et utilisation des données	8–9 avril 2025
Ateliers		
ICD	Changement climatique et stabilité financière (Banque de Maurice)	26–27 nov. 2024
AFR/LEG	Aspects juridiques du changement climatique et banques centrales (Rwanda)	05/02/25
ICD	Apprentissage par les pairs : Banque d'Ouganda – Changement climatique et politique monétaire – Ouganda	22/01/25

ANNEXE IV. PROGRAMME DES COURS POUR L'EXERCICE 2026

Département	Activité	Date de début	Date de fin	Langue	Modalités de prestation
ICD	Problèmes économiques posés par l'intégration régionale (ERI)	05/05/25	16/05/25	A/F/P	À distance
	Aspects macroéconomiques du changement climatique (MCC)	05/05/25	16/05/25	A/F/P	En personne
	Questions climatiques et cadres macroéconomiques (CMF)	19/05/25	23/05/25	A/F/P	En personne
	Croissance inclusive (IG)	02/06/25	13/06/25	A/F/P	En personne
	Évolution du marché des technologies financières et conséquences stratégiques	09/06/25	13/06/25	A/F/P	En personne
	Analyse des politiques budgétaires (FPA)	16/06/25	27/06/25	A/F/P	En personne
	Inégalités des sexes et macroéconomie (GIM)	07/07/25	11/07/25	A/F/P	En personne
	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)	07/07/25	18/07/25	A/F/P	Hybride – en personne
	Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire	01/09/25	12/09/25	A/F/P	En personne
	Surveillance du secteur financier (FSS)	06/10/25	17/10/25	A/F	En personne
	Développement financier et inclusion financière (FDFI)	17/11/25	05/12/25	A/F/P	Hybride – en personne
	Programmation et politiques financières (FPP)	12/01/26	23/01/26	A/F/P	En personne
	Viabilité budgétaire (FS)	26/01/26	06/02/26	A/F/P	En personne
	Politique monétaire (MP)	09/02/26	20/03/26	A/F/P	En personne
	Cadres budgétaires (FF)	23/02/26	06/03/26	A/F/P	En personne
	Diagnostics macroéconomiques	30/03/26	10/04/26	A/F/P	Hybride – en personne
MCM	Restructuration et résolution bancaires	02/06/25	06/06/25	A/F/P	En personne
	Marchés obligataires en monnaie locale (LCBM)	15/09/25	19/09/25	A/F/P	En personne
	Atelier sur le climat	29/09/25	03/10/25	A/F/P	En personne
	Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (CBS)	12/01/26	23/01/26	A/F/P	En personne
	Cadres et opérations de politique monétaire	23/03/26	27/03/26	A/F/P	À distance
STA	Mégadonnées pour statistiques macroéconomiques	19/05/25	23/05/25	A/F/P	En personne
	Plateforme de données ouvertes (ODP) – avec la BAfD	01/12/25	05/12/25	F	En personne
	Statistiques sur l'environnement et le changement climatique pertinentes sur le plan macroéconomique – Introduction	05/01/26	09/01/26	A	En personne
	Indicateurs de solidité financière (FSI)	09/02/26	13/02/26	A	À distance
FAD	Réforme des subventions aux combustibles (RFS)	16/06/25	20/06/25	A/F/P	À distance
	Administrations fiscale et douanière (TPAT)	17/11/25	21/11/25	A/F/P	En personne
LEG	Cours de MCM/LEG sur les contrats de dette	09/02/26	13/02/26	A/F/P	En personne
	Viabilité de la dette et restructuration de dette (LEG)	09/03/26	12/03/26	A/F/P	En personne
AFR	Atelier d'examen par les pairs dans la SADC (SA)	24/11/25	28/11/25	A/P	En personne
SPR	Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (LIC-DSF - anglais)	16/03/26	20/03/26	A	En personne
FIN	Évaluations des dispositifs de sauvegarde des banques centrales	23/03/26	27/03/26	A/F/P	En personne

ANNEXE V. COURS DE L'ICD DISPENSÉS PAR L'IFA, EXERCICES 2021-26

Cours	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2024	Ex. 2025	Ex. 2026
Politiques relatives au secteur financier						
Monnaies numériques de banque centrale : principes et politiques relatives aux politiques publiques			x	x	x	
Développement financier et inclusion financière		x	x	x	x	x
Politiques relatives au secteur financier	x	x				
Politiques relatives au secteur financier I			x	x		
Politiques relatives au secteur financier II			x	x		
Surveillance du secteur financier	x	x				x
Évolution du marché des technologies financières et conséquences stratégiques			x	x	x	x
Gestion macroéconomique et secteur financier						
Politique budgétaire						
Cadres budgétaires	x	x	x	x	x	x
Analyse des politiques budgétaires	x	x		x	x	x
Viabilité des finances publiques	x	x	x	x	x	x
Gestion macroéconomique et politique de finances publiques						
Projections relatives aux trajectoires de dette publique et de rééquilibrage budgétaire	x			x		
Analyse macroéconomique générale						
Programmation et politiques financières	x	x	x	x	x	x
Analyse et prévisions macroéconométriques		x	x	x		
Diagnostics macroéconomiques	x	x	x	x	x	x
Analyse des politiques monétaire et budgétaire à l'aide des modèles DSGE			x			
Croissance inclusive et politiques structurelles						
Intégration des questions climatiques dans les cadres macroéconomiques				x		x
Aspects économiques de l'intégration régionale	x	x	x	x	x	x
Politiques économiques pour la stabilité financière						
Vulnérabilités extérieures						
Inégalités des sexes et macroéconomie		x	x	x	x	x
Croissance inclusive	x	x	x	x	x	x
Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles						
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	x	x	x	x	x	x
Aspects macroéconomiques du changement climatique		x	x	x	x	x
Aspects macroéconomiques des pandémies dans les PFR et les PE	x	x	x			
Politiques monétaire, de change et du compte de capital						
Politique de change	x	x		x		
Gestion des mouvements de capitaux	x	x			x	
Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire	x					x
Politique monétaire et politique de change						
Politique monétaire	x	x	x	x	x	x
Prévisions immédiates			x	x	x	
Prévision immédiate du PIB en Afrique subsaharienne	x	x				

ANNEXE VI. PERSONNEL DE L'IFA



DIRECTEUR

Sukhwinder Singh



ÉCONOMISTE

Vimal Thakoor



ÉCONOMISTE

Nicolas Aragon



CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Kanand Gooly



RESPONSABLE DE PROGRAMME

Marie Wenda Francesca Morin



RESPONSABLE DE PROGRAMME

Anna Joorun-Somna



RESPONSABLE DE PROGRAMME

Joshila Dhaby



RESPONSABLE INFORMATIQUE

Shamneez Mohamudbucus



RESPONSABLE INFORMATIQUE

Ishfaaq Rugid



INTERPRÈTE

Ramarajen Sawmy



DIRECTEUR ADJOINT

Andrea Salerno



ÉCONOMISTE

Priscilla Muthoora



ANALYSTE ÉCONOMIQUE

Nadeem Jeetun



RESPONSABLE FINANCIERE

Anju Ramsurrin



RESPONSABLE DE PROGRAMME

Diksha Ramdawa



RESPONSABLE DE PROGRAMME

Sandhya Rughoo



RESPONSABLE DE PROGRAMME

Mokshada Raumnauth



TECHNICIEN INFORMATIQUE

Steeve Rackin



INTERPRÈTE

Olivier Fléchais



INTERPRÈTE

Dagmawi Asrat



Institut de formation pour l'Afrique

7e étage, Bramer House
66C2, Cybercity Ebène, Maurice
Téléphone : +(230) 401.2700
Télécopie : +(230) 468.1647
aticom@IMF.org
IMFATI.org

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Institute for Capacity Development
Global Partnerships Division
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431 USA
Téléphone : +(1) 202.623.7636
Télécopie : +(1) 202.623.7106
GlobalPartnerships@IMF.org